
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 1 (1973)

DOI: 10.11588/fr.1973.0.46227

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

RÉSUMÉS DER AUFSÄTZE

RÉSUMÉS FRANÇAIS

Martin HEINZELMANN

ASPECTS NOUVEAUX DE LA LITTÉRATURE BIOGRAPHIQUE ET HAGIOGRAPHIQUE DANS LE MONDE LATIN (I^{er}-VI^e SIÈCLES)

Issus d'une vieille tradition romaine, la *laudatio funebris* a occupé une place importante au sein de la société romaine. Cette oraison funèbre qui était, à l'origine, le plus souvent privée, a pris de l'extension dès le début de l'époque impériale pour devenir un élément marquant d'un système d'honneurs rendus aux hauts fonctionnaires romains en relation avec les funérailles publiques, dont l'usage était répandu dans tout l'empire. Elle a joué un rôle probablement décisif, non seulement dans l'évolution de la biographie d'après Sueton. L'usage d'honorer les personnalités politiques après leur mort était profondément ancrée dans la conscience de la société de l'empire romain. L'héritière directe de la *laudatio funebris*, connue encore vers la fin du IV^e siècle, fut la «vie des évêques» dont le héros trahit l'influence grandissante que les évêques ont exercée dans les provinces et qui était analogue à celle de la dynastie des hauts fonctionnaires romains dont ils étaient issus le plus souvent. Sans doute on peut remarquer vers 400 une impulsion venant des biographies des ascètes –, mais aux V^e et VI^e siècles, les vies d'évêques tiennent en Gaule une place éminente, voire même presque exclusive dans le genre biographique. Elles représentent à cette époque la forme dont dépendent d'innombrables textes hagiographiques et biographiques ultérieurs. Ce fait souligne non seulement l'origine romaine préchrétienne et directement politico-officielle d'un genre littéraire chrétien, mais il ouvre un horizon nouveau pour l'interprétation appropriée de nombreux textes hagiographiques. L'abondance et l'authenticité des informations données dans les vies d'évêques sur l'histoire des V^e et VI^e siècles, ainsi que des siècles postérieurs, peuvent de ce fait être utilisées par la recherche dans une mesure qui dépasse l'histoire de l'Église et du culte.

Hubert MORDEK

LA COLLECTIO VETUS GALLICA, LA PLUS ANCIENNE
COLLECTION SYSTÉMATIQUE DE CANONS DE LA
GAULE FRANQUE

Dans le but de désigner la collection de textes conciliaires qui portait jusqu'ici le titre trompeur et impropre de »*Collectio Andegavensis*« et que l'auteur regarde comme formant la première collection systématique de textes conciliaires, on propose le nouveau titre de »*Vetus Gallica*«. L'auteur ne considère pas les »*Canones Augustodunenses*«, selon lesquels l'origine du texte aurait été transférée à Autun vers 670, comme appartenant à la forme première de la collection, mais il pense plutôt que cette ancienne forme aurait été présentée aux Pères conciliaires de Clichy dès 626/27. En se fondant sur une étude des sources directes de la »*Vetus Gallica*«, l'auteur conclut que les textes des Conciles de Lyon et de Mâcon doivent avoir été présentés à l'auteur de la collection dans leur forme originale. Pour cette raison et du fait que l'auteur de la collection s'efforce curieusement de mettre particulièrement en évidence la position métropolitaine, c'est la ville de Lyon qui est considérée comme étant le lieu d'origine de la »*Vetus Gallica*« vers 600, et celle-ci est spécialement attribuée à l'éminent évêque Etherius, ce qui correspond d'ailleurs au rôle important que l'église de Lyon a joué pendant la deuxième moitié du VI^e siècle.

A la suite de leurs premières rédaction à Autun (probablement vers 670 sous Leodegar) et à Corbie (début du VIII^e siècle) les manuscrits de la collection se sont répandus de telle façon qu'on peut regarder cette dernière, tant à cause de sa propagation que de ses conséquences, comme formant la *collectio canonum* essentielle de la Gaule franque jusqu'au IX^e siècle.

Eugen EWIG

LE PRIVILÈGE DE L'ÉVÊQUE BERTHEFRID D'AMIENS
EN FAVEUR DE CORBIE (664) ET LA POLITIQUE
MONASTIQUE DE LA REINE BALTHILDE

Le couvent d'hommes de Corbie fondé par la reine Balthilde († vers 680) reçut le 6 septembre 664 un privilège de l'évêque Berthefrid d'Amiens. En effectuant une comparaison détaillée du formulaire (protocole, dispo-

sitio, eschatocole) entre ce privilège et des privilèges accordés à Rebais, Saint-Pierre-le-Vif (Sens), Sithiu (Saint-Omer), Saint-Denis, Saint-Maur-des-Fossés, Sainte-Colombe (Sens), avec le formulaire des privilèges de la collection Markulf, on peut non seulement élucider des problèmes de relations ayant trait à l'histoire de la tradition, mais aussi tirer des conclusions quant à la politique monastique de la reine Balthilde.

La comparaison du formulaire permet de répartir en trois groupes les privilèges examinés: 1) Rebais; 2) Saint-Maur, Sainte-Colombe (Sens); 3) Saint-Denis, Corbie, Sithiu et Saint-Pierre (Sens). Elle révèle aussi l'existence probable dans le troisième groupe de privilèges, d'un formulaire fondamental commun qui ne concerne pas un monastère, mais une basilique dont la congrégation s'est constituée en communauté monastique par l'adoption de la *regula mixta*. Le fonds du texte de ce formulaire de base est trouvé par l'auteur dans le privilège octroyé en 655 à Saint-Denis par l'évêque Landéric de Paris.

L'activité dans le domaine monastique de la reine Balthilde n'a pas abouti seulement à créer les couvents de Chelles et de Corbie, mais également à introduire, en liaison avec le *privilegium* et l'*emunitas*, le *sanctus regularis ordo* dans les *seniores basilicae* que la Vita Balthildis, qui rapporte le fait, énumère dans l'ordre de la remise de leur privilège: Saint-Denis, Saint-Germain (Paris ou Auxerre), Saint-Médard (Soissons), Saint-Pierre-le-Vif (Sens), Saint-Aignan (Orléans) et Saint-Martin (Tours). La remise cultico-liturgique de privilège, qui avait pour raison principale le maintien du souvenir des morts, aux *seniores basilicae* – c'était presque toutes des églises royales funéraires – ne s'est pas limité à celles-ci, mais elle a été conférée à des couvents parmi lesquels Corbie fut l'un des premiers. La réaction de l'épiscopat est motivée moins dans une tendance anti-monastique dirigée avant tout contre Luxeuil, que dans la découverte d'une évolution qui se faisait jour et qui, dans la mesure où elle empiétait sur les droits épiscopaux, finissait par conduire à la création d'une relation directe entre le roi et les basiliques et monastères jouissant des privilèges.

KARL FERDINAND WERNER

LA DATE DE NAISSANCE DE CHARLEMAGNE

Depuis longtemps, une ›communis opinio‹ s'est établie en faveur de 742 comme date de naissance de Charlemagne. Or, tandis que la date de jour semble acquise (2 avril), comme vient de démontrer, en 1959, F.-L. GANSHOF, un examen serré des sources permet d'affirmer que cette date

de 742 ne repose sur rien. Les témoignages des contemporains de la mort de l'empereur prouvent qu'on ne connaissait pas l'âge exacte de celui-ci. Les mentions les plus anciennes, dans les annales, de »742« comme année de naissance dépendent d'une source du VIII^e siècle qui signalait non pas la naissance de Charlemagne, mais la mort de Charles Martel, avec un décalage d'un an sur la date exacte. D'autre part, la date de 747, donnée par les »Annales Petaviani«, dans une de ses rédactions, mais jugée comme interpolation sans valeur par l'éditeur des Annales, PERTZ, s'avère comme faisant partie d'une série de notes très précises concernant la famille de Carloman, frère de Charlemagne – notes prises par un contemporain de l'époque de la mort de ce prince (771). Le jugement négatif de PERTZ se base sur une édition mauvaise, dont l'auteur n'avait pas consulté les manuscrits.

Avec la date de 747 tombe d'un seul coup la supposition par la recherche moderne d'une naissance illégitime de Charlemagne qu'on croyait né en 742, tandis que ses parents ne se seraient mariés qu'en 744, voire 749. En réalité, Pépin et Bertrade se marièrent en 744, firent procéder à des prières solennelles pour avoir de la progéniture (ce qui exclut formellement l'idée d'une union désapprouvée par l'Eglise), comme nous le confirme une lettre d'environ 775 qui rappelle ce fait à Charlemagne, et, le 2 avril 747, eurent un fils, Charlemagne. Un frère cadet, Carloman, fut né en 751, une soeur, Gisèle, en 757, toutes ces dates exactes nous étant connues par cette même version des »Annales Petaviani«.

Jürgen MIETHKE

ATTITUDE D'ABÉLARD VIS À VIS DE LA RÉFORME DE L'ÉGLISE. ÉTUDE BIOGRAPHIQUE

Quoique, en apparence, il semble qu'Abélard n'ait eu aucune relation intérieure avec les mouvements de réforme de son temps, un examen attentif de sa vie et spécialement de son activité en tant qu'abbé en Bretagne et en tant qu'assistant et conseiller d'Héloïse, abbesse de Paraclet, fait apparaître des positions qu'Abélard a élaborées avec un engagement visible pour le monde monastique. Ses controverses avec les réformateurs marquants de son temps et sa distance critique à leur égard ne signifient donc pas une indifférence vis à vis des anciennes formes et des nouvelles possibilités de la vie monastique au XII^{ème} siècle. Cet aspect de son action qui n'est pas seulement représentée par sa fin paisible et édifiante, décrite par Pierre le Vénérable, se situe à côté de son activité en effet plus

importante de maître et de rénovateur. L'auteur fait ressortir en particulier la critique de la tradition (pseudo-) dyonisienne de St-Denis telle qu'Abélard en accord avec Bède avait pu l'élaborer et il récuse la tentative faite par Arno BORST de vouloir mettre sous les apostrophes ironiques de »nouveaux apôtres« lancées par Abélard, d'autres personnes que Norbert de Xanten et Bernard de Clairvaux. En relation avec la période où Abélard fut abbé à St-Gildes de Rhuys, l'auteur étudie en détail la situation des couvents dans la Bretagne du XII^{ème} siècle.

DIETRICH LOHRMANN

SAINT-GERMER-DE-FLY ET L'EMPIRE ANGLO-NORMAND

Placée aux confins occidentaux du Beauvaisis, à quelques lieues de l'Epte, face aux forteresses normandes de Gournay et de Neufmarché, l'abbaye de Saint-Germer acquit aux XI^e-XII^e siècles une grande importance politique, culturelle et même militaire. Cette situation ainsi que les relations de l'abbaye avec la royauté anglaise et la haute noblesse anglo-normande sont examinées à l'aide de textes restés inconnus, dont six actes des rois d'Angleterre, d'Henri I^{er} à Jean sans Terre, quatre actes des comtes Warenne, des donations de divers membres des familles de Briouze, Roumare et Gournay, des documents choisis illustrant l'histoire économique et administrative de l'abbaye. Un chapitre spécial est consacré à l'action politique que l'abbé Eustache exerça en Angleterre pendant la phase finale des luttes de Philippe Auguste et de Jean sans Terre pour la Normandie. L'abbatiale de Saint-Germer a été fortement influencée par l'architecture normande; les dates limites de sa construction se situent entre 1132 et 1206. Sur les planches illustrant l'article, on trouvera une page autographe de Dom J.-B. de Boulogne, historien de Saint-Germer au XVII^e siècle, l'extrait d'une carte du diocèse de Rouen datée de 1715, des photographies de l'église abbatiale et de la Sainte-Chapelle ajoutée à celle-ci vers 1267.

Kaspar ELM

EXPANSION, ACTIVITÉ ET SUPPRESSION DE L'ORDRE
DES FRÈRES PROVENÇAUX »DE POENITENTIA JESU
CHRISTI« (FRÈRES SACHETS): LES ÉTABLISSEMENTS EN
ALLEMAGNE ET AUX PAYS-BAS. CONTRIBUTION À
LA POLITIQUE CURIALE ET CONCILIAIRE DU
XIII^e SIÈCLE À L'ÉGARD DES ORDRES RELIGIEUX

Déjà bien répertoriés pour la France et l'Angleterre, les établissements des frères sachets sont encore mal connus dans les autres pays, Espagne, Italie, Europe centrale. M. Elm en a trouvé dans toute la partie occidentale de l'ancien Empire, de la Suisse jusqu'aux Pays-Bas. C'est dans les grandes villes et dans les faubourgs que, venant de France, les frères se sont installés. On note les noms de Bâle, Strasbourg, Augsbourg, Erfurt, Eßlingen, Cologne, Liège, Utrecht, Middelbourg, Biervliet, Bruges, Gand, Tournai, Bruxelles. Presque partout, l'activité des frères que l'auteur suit dans les détails est bientôt freinée: Le clergé local impose des limites à l'exercice du sacerdoce. Franciscains et dominicains voient dans leurs pauvres frères des concurrents incommodes. C'est l'action combinée des évêques d'une part, des deux grands ordres mendiants d'autre part, qui amène, en 1274, la constitution *Religionum diversitatem* du II^e concile de Lyon (VI. 3. 17). Soupçonnés d'hérésie et moins protégés que d'autres ordres, visés eux aussi par cette constitution, les frères sachets n'évitent pas la suppression de leur ordre et la perte de leurs biens.

Klaus MALETTKE

PRÉCOCES DEMANDES DE RÉFORME SOUS LOUIS XIV
LE TRAITÉ »DE LA RÉFORME D'UN ÉTAT« PAR
GÉRAULD DE CORDEMOY

La première moitié du règne de Louis XIV n'a-t-elle connu aucun mouvement d'opposition ainsi qu'on pendant longtemps l'a supposé? L'auteur de l'article fait état d'observations divergentes dans les récentes recherches et signale des indices de déclarations critiques datant des années 1661 à 1685; il reprend la proposition de G. THUILLIER (1960) de s'intéresser plus étroitement à un traité de Gérauld de Cordemoy, proposition qui ne souleva que peu d'attention. L'origine de son auteur (avocat au Parlement de Paris comme son père) et le cercle d'action de celui-ci y sont analysés.

Cordemoy fut connu avant tout comme auteur philosophique appartenant à l'école de Descartes et fut membre de l'Académie Française. Parmi ses amis on trouve Claude Fleury et Bossuet, parmi les mécènes le Grand Condé. Le traité de Cordemoy se présente dans la forme d'une allégorie de rêve qui lui permet de présenter l'état idéal et correctement organisé et de formuler par ce détour une critique plus ou moins ouverte de l'état existant. Maintes choses font figure d'utopies, bien que quelques-unes aient été réalisées ultérieurement. Cordemoy reste sur le terrain de l'absolutisme, mais d'un absolutisme qu'il entend guidé par la raison et hostile à tout abus. »Sa critique réservée dans sa forme ne visait pas l'extension de la compétence de l'état absolu, mais le système financier et fiscal, les affaires militaires, la compétence des ministres... la composition personnelle et la manière de travailler de l'organisation de l'autorité de son époque«. Il existait donc déjà des critiques et la littérature postérieure plus marquée dans cette direction avait déjà des précurseurs. L'auteur insiste sur la nécessité de poursuivre des recherches dans ce domaine.

Peter Claus HARTMANN

ACHATS DE PRODUITS DE LUXE DE LA COUR MUNICHOISE À PARIS (1718-1727)

L'auteur s'efforce, en ce qui concerne la période qui va de décembre 1718 à mai 1727, de répondre aux questions suivantes:

1) Quels produits les princes électeurs de Bavière, pays presque entièrement agricole, ont-ils fait acheter en France, pays relativement avancé quant au développement des manufactures et des entreprises artisanales spécialisées; 2) de quelle façon et à quel prix les produits ont-ils été acquis; 3) quel montant ces achats ont-ils atteint par rapport aux subsides accordés par la France, et ainsi, dans quelle mesure ces sommes d'argent sont-elles rentrées dans l'économie française.

Comme le prouvent les sources, la Cour de Munich a acheté à Paris avant tout les produits de luxe et les articles manufacturés suivants: tissus de décoration, vêtements et perruques, parfumerie, montres, armes, instruments de musique, tableaux, articles d'or et d'argent, bijoux, meubles, cheminées de marbre, tapisseries, médicaments, carrosses.

Pour la période étudiée, les achats de la Cour de Munich se sont élevés à environ 1 577 470 l. Pendant ces mêmes années, la France a versé pour 4 082 117 l. de subsides, de telle sorte que les achats représentèrent environ 39 % des subsides. Mais si l'on ajoute à cela les autres dépenses du prince

électeur en France, telles que les dépenses secrètes, les pensions, les gratifications, les salaires pour les fonctionnaires bavarois, et si l'on tient compte en outre du règlement de dettes concernant des achats antérieurs, les dépenses du prince électeur, pour les années en question, ont atteint jusqu'à 6 289 324 l. 8 s. Elles ont donc dépassé de 2 197 200 l. les recettes provenant des subsides français pendant cette même période.

Peter FRIEDEMANN

DU NOUVEAU SUR LA BIOGRAPHIE DE MABLY:
SES »CONDITIONS MATÉRIELLES«

Dans le cadre d'une étude préliminaire à une biographie de Mably, l'auteur s'occupe de la situation financière de celui-ci, en s'appuyant sur trois documents tirés du Minutier des Archives Nationales, et dont on n'a pas tenu compte jusqu'ici: le *testament*, l'*inventaire après décès* et le *résultat de vente*. Mably était issu d'une famille très aisée. Ses revenus, dans la meilleure période de sa vie, se montaient à 6 100 livres (600 livres d'une rente établie par le père, 1 500 livres d'une autre rente, 4 000 livres d'une rente qui lui avait été allouée par Mme d'Enville). Ce revenu important ne l'empêchait pas de vivre d'une façon relativement modeste. Son héritage, après défalcation des factures et des dettes actives de 2 134 livres, se montait à 5 517 liv. 15 s. 7 d. L'auteur le classe dans le groupe inférieur des gens fortunés, parmi les petits commerçants et artisans. Il semble impossible, en partant de son niveau financier, de tirer des conclusions quant à sa situation sociale, car il entretenait des relations avec de grands aristocrates, des financiers, des hommes d'état, etc. et fut finalement inhumé à l'église Saint-Roch qui était réservé aux personnes des couches dirigeantes. Mably ne possédait pas une bibliothèque très importante (680 volumes). A s'en tenir aux titres mentionnés on constate un vif intérêt pour l'antiquité et pour les travaux historiques.

Fernand L'HUILLIER

NOTES SUR NAPOLEON ET LES PEUPLES D'EUROPE
D'APRÈS LA CORRESPONDANCE DE L'EMPEREUR

Napoléon ne nourrissait guère d'illusion quant aux êtres humains. Il estimait qu'on ne peut gagner l'amour des peuples par la flatterie, mais qu'il faut s'affirmer comme leur »maître«. Il eut le plus profond mépris pour l'opinion publique. En tant que despote éclairé, il souhaitait pourvoir au bonheur de ses peuples par une bonne administration. On peut constater que les jugements de Napoléon sur les peuples qui ont été soumis à sa domination ont été multiples. Son opinion varie, elle était purement subjective et dépendait étroitement du moment. On y retrouve louange et blâme, selon les nécessités particulières et les dispositions du jour.

Karl-Georg FABER

LES RHÉNANS ET NAPOLEON

Jusqu'au 18 Brumaire, les victoires du jeune général Bonaparte rencontrèrent un écho divergent. Le coup d'état fit apparaître un changement dans les relations de la population avec Napoléon. Il se forma une constellation obscure qui dura jusqu'à la fin de la domination française. Le culte politique de Napoléon s'exerça officiellement sur un arrière-plan de satisfaction relative et d'indolence politique de la part de la population. Du reste, la bourgeoisie possédante se comporta de façon extrêmement loyale vis à vis de l'empereur; cette classe forma même le soutien social du système. Les mouvements d'opposition ne trouvèrent que fort peu d'audience. Jusqu'en 1814, grâce à son adaptation adroite aux besoins spirituels et matériels d'une grande partie de la population, le régime impérial ne fut à aucun moment remis en question. L'opposition contre les Français sur le Rhin était plus violente avant 1800 qu'après. La légende libérale de Napoléon date seulement de l'époque postérieure à 1814. Les souvenirs positifs de l'époque napoléonienne donnèrent tout d'abord du fil à retordre au gouvernement prussien. Et ce n'est qu'après 1840 que le développement national enleva à la légende sa raison d'être.

Pierre-Paul SAGAVE

UN OFFICIER PRUSSIEN ADMIRATEUR DE NAPOLÉON:
A. H. D. VON BÜLOW

A. H. D. von Bülow était le descendant d'une vieille famille noble de l'Allemagne du Nord. Pour obéir à la tradition familiale, il se consacra à la carrière militaire, mais il entra bientôt en conflit avec les autorités établies. Une force irrésistible le poussa à courir l'aventure à travers le monde. Il essaya sans succès plusieurs professions. Revenu en Prusse, il finit par se faire un nom comme chroniqueur militaire. Cependant il échoua dans sa tentative pour faire valoir ses conceptions stratégiques et tactiques nouvelles, ainsi que dans ses efforts pour réintégrer l'armée. Dans les années précédant 1806 Bülow défendait à Berlin, dans ses propos et ses écrits, des positions nettement francophiles et se comportait en admirateur presque inconditionnel de Napoléon. Son désir était d'amener la Prusse à se ranger du côté de Napoléon. Les publications de Bülow recueillirent l'assentiment de ceux qui se trouvaient en opposition avec la Prusse officielle. Il passait pour une sorte de »frondeur«. L'opinion publique à Berlin, qui se montra par la suite très peu affectée par la défaite de 1806, a été fortement influencée par lui. Il fut lui-même une victime indirecte de la catastrophe.

Karl HAMMER

LE COMTE DE SCHLABRENDORFF, UN ALLEMAND
VIVANT À PARIS, CRITIQUE DE NAPOLÉON ET DE
SON RÉGIME

Schlabrendorff vivait, depuis 1790, à Paris où il fut un observateur attentif de la Révolution, sans participer activement aux événements. Toute autre conduite aurait été en contradiction avec sa nature portée à la contemplation. Quoique vivant totalement retiré, il ne fut pas sans avoir d'influence. Sa connaissance des événements qui se déroulaient devant, à l'intérieur et derrière les coulisses, était unique. A un moment critique du développement historique, alors qu'on passait du Consulat à l'Empire, il écrivit sa seule œuvre de quelque importance: »Napoléon Bonaparte et le peuple français sous son consulat«. L'image tracée par Schlabrendorff montre en lui une nature de dominateur avec tous les dons et tous les signes du chef, et dont la seule passion est la puissance, dont

il use sans scrupule. Sous sa direction, la France est devenue peu à peu un état policier, et elle est tombée dans une condition de despotisme arbitraire pire qu'avant la Révolution. Schlabrendorff a prévu instinctivement la dynamique du césarisme expansif. Chez lui le raisonnement politique se mêlait à une horreur morale. Sa conclusion était la suivante: Napoléon Bonaparte a soumis la France à sa domination avant de s'emparer de l'Europe.

Jean VIDALENC

LES »DÉPARTEMENTS HANSÉATIQUES« ET
L'ADMINISTRATION NAPOLEONIENNE

La plupart des fonctionnaires qui furent choisis pour administrer les territoires hanséatiques annexés par la France, ne possédaient que depuis peu de temps la nationalité française. Ils n'avaient pas d'expérience professionnelle et de plus ne connaissaient ni le pays, ni les habitants, ni la langue. Seuls les fonctionnaires subalterns furent recrutés dans le pays. Par contre, on donna aux notables autochtones une influence non négligeable. Aussi longtemps que la paix régna, l'indifférence politique de la population assura une marche à peu près tranquille de l'administration, quoique les changements introduits n'aient pas été ouvertement appréciés des intéressés. L'introduction de la nouvelle législation fut en effet accompagnée, en dépit de maints avantages, de désavantages considérables. L'intégration dans l'Empire entraîna de lourdes charges nouvelles. En outre l'attitude de l'administration impériale était loin d'avoir fait bonne impression sur la population. Le déclin de la sympathie dans l'opinion publique fut étroitement lié avec le déclin de la domination militaire. Et on vit bientôt apparaître les mêmes signes de décomposition qu'en d'autres endroits; finalement une hostilité ouverte contre le régime napoléonien se fit jour.

Jean MISTLER

HAMBOURG SOUS L'OCCUPATION FRANÇAISE.
OBSERVATIONS AU SUJET DU BLOCUS CONTINENTAL

L'auteur aborde le problème du résultat du blocus continental et de ses conséquences dans les villes hanséatiques. Grâce à des témoignages contemporains il est possible de suivre les formes que revêtit la lutte entre la puissance maritime et la puissance continentale: petite guerre entre le libre échange et l'économie planifiée, entre la contrebande et la douane. Les sources fournissent bien des éclaircissements quant à l'aspect psychologique de ces discussions.

Après la bataille de Iéna, les villes hanséatiques furent soumises à l'occupation militaire. Mais elles conservèrent pendant longtemps leur indépendance administrative. Les possibilités d'action politique de l'ambassadeur français sont limitées, par contre les relations commerciales fournissent toujours des informations précieuses dont on pouvait »profiter«. Le blocus continental favorise toutes les corruptions possibles. Toutes les portes sont ouvertes aux profiteurs de guerre, avec à leur tête l'ambassadeur impérial Bourrienne. Sans aucun doute, les représentants de la puissance occupante ne furent pas tous prêts à se livrer à ces machinations douteuses.

Les rapports font allusion à certains aspects de la domination française. Leur conclusion souligne les conséquences de la plupart des périodes d'occupation: désordre, décadence morale, signes de décomposition, désespoir. Les libérateurs sont accueillis avec enthousiasme.

Michel BRUGUIÈRE

RÉFLEXIONS SUR LES RELATIONS FINANCIÈRES DE
L'ALLEMAGNE DU NORD ET DE LA FRANCE PENDANT
LA PÉRIODE IMPÉRIALE: HAMBOURG ET LE »PARTI DE
LA PAIX« (1806-1810)

Les villes hanséatiques ont été le théâtre d'affaires bancaires internationales et d'opérations financières; on y entama aussi des relations politiques. Hambourg était une sorte de baromètre de la situation économique, financière et politique en Europe, un centre d'information d'un genre unique où l'on recevait souvent des nouvelles de grande portée plus rapidement qu'à Berlin, St. Pétersbourg ou Vienne. A Hambourg, les Anglais

avaient la possibilité de retirer de l'argent du marché continental et de modifier ainsi brusquement et radicalement le taux d'intérêt. Les fluctuations de la Bourse de Hambourg étaient attentivement suivies par le monde entier.

La ville hanséatique fut pendant longtemps un lieu favorable aux rencontres des amis aussi bien que des ennemis de Napoléon. La plupart des membres du gouvernement provisoire de 1814 ont résidé pendant un certain temps à Hambourg. Sans aucun doute, des sondages de paix en direction de l'Angleterre sont partis de Hambourg à diverses reprises. Les intrigues de ses adversaires ne furent pas complètement ignorées par Napoléon. C'est l'annexion des villes hanséatiques qui devait changer complètement la situation.

Reinhard PATEMANN

LES RELATIONS ENTRE BRÊME ET LA FRANCE DE
L'ORIGINE JUSQU'À LA FIN DE LA DOMINATION
FRANÇAISE EN 1813

Des relations commerciales ont existé entre Brême et la France, depuis la fin du XIII^e siècle. Et dès la fin du XIV^e siècle elles sont attestées par des documents. Le principal produit commercialisé fut en premier lieu le sel. Des crises n'ont pas manqué de troubler les relations économiques à diverses époques. Du côté français on a essayé, à plusieurs reprises, d'utiliser les relations commerciales à des fins politiques et financières. Les nombreuses guerres déclenchées par la France, surtout pendant le règne de Louis XIV, ont eu des conséquences fâcheuses sur le commerce brémois. La ville hanséatique a cherché alors à se protéger au moyen d'accords commerciaux particuliers avec la France. Par suite de l'expulsion des huguenots, une importante colonie française s'est établie à Brême. Le XVIII^e siècle peut être considéré comme l'âge d'or des relations économiques avec la France. A ce moment-là le commerce portait principalement sur les vins de Bordeaux et sur les denrées coloniales. Le déclenchement de la Révolution provoqua tout d'abord un essor, car la France avait alors besoin de centres d'échange neutres pour ses marchandises. L'opinion publique à Brême fut, en cela encouragée par la distance, plutôt favorable à l'égard de ceux qui avaient pris le pouvoir en France. Mais par la suite surgirent souvent des situations difficiles et il fallut veiller à sauvegarder tant bien que mal ses intérêts entre les partis et la neutralité. Après 1806, le blocus continental paralysa presque totalement le commerce maritime. Les frais d'entre-

tien de l'armée occupante pesèrent lourdement sur la ville. L'annexion survenue en 1810 entraîna la fin de l'ordre social et politique; Brême fut incorporé à l'Empire sans que cette mesure fasse éclater le moindre trouble. Il faut dire cependant que la population ne se montra pas précisément francophile. Ce n'est qu'après la campagne de Russie qu'on vit apparaître des troubles; le départ des troupes françaises après la bataille de Leipzig, fut saluée avec soulagement et satisfaction.

Roger DUFRAISSE

LA CONTREBANDE DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN À L'ÉPOQUE DE NAPOLEON

La législation douanière française a détruit les relations économiques traditionnelles telles qu'elles avaient existé auparavant par exemple entre les Etats allemands situés sur les deux rives du Rhin. Les produits coloniaux formaient l'objet principal des douanes. Il faut ajouter en outre que beaucoup de denrées anglaises parvenaient sur le continent par l'intermédiaire de l'Allemagne du Nord-Ouest d'où l'on essayait ensuite de les faire passer dans l'Empire. La documentation existante ne permet pas de dire exactement quels furent l'ampleur, le rythme et le succès de la contrebande. Les douaniers de l'empereur ne furent pas en mesure de mettre fin à la contrebande, car le développement industriel de l'empire et l'impuissance de la flotte française ne parvenaient pas à en écarter les raisons, c'est à dire la tension économique et la passion du profit. La contrebande était un mal nécessaire et inévitable.

Les détails ont été puisés dans l'importante série F⁷ des Archives Nationales de Paris.

Louis BERGERON

REMARQUES SUR LES CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN EUROPE OCCIDENTALE À L'ÉPOQUE NAPOLEONNIENNE

La politique française ainsi que les guerres de l'époque napoléonienne n'ont pas manqué de transformer même sur le plan économique la région des deux côtés du Rhin. C'est d'abord tout le système économique qui

s'est trouvé passagèrement ébranlé. D'autre part ces événements ont favorisé le développement ultérieur des entreprises industrielles. Les changements territoriaux imposés de force par Napoléon en Allemagne, ont sans aucun doute exercé une influence heureuse sur le développement d'unités politiques et économiques durables. On assista en premier lieu à la création de marchés intérieurs, création indispensable au développement de la révolution industrielle dans les Etats allemands. De plus, les divers états furent amenés à réaliser l'unification de leur système douanier intérieur. L'Allemagne s'est ainsi avancée, même si ce ne fut que d'une manière encore imparfaite, sur la route d'une unité économique, laquelle n'était de loin pas comparable au grand marché français et à son annexe italienne. Il faut chercher ici la préhistoire du »Zollverein« qui s'est répandue sous une autre direction. L'influence de la France jusqu'en 1814 a, en définitive, contribué au fait que le retard institutionnel et économique des territoires allemands s'est trouvé considérablement réduit.

Jean TULARD

SIMÉON ET L'ORGANISATION DU ROYAUME DE
WESTPHALIE (1807-1813)

Siméon fut, pendant la Révolution, partisan d'un libéralisme modéré, ce qui lui valu d'être poursuivi. Sous le consulat, il prit fait et cause en faveur d'une monarchie constitutionnelle et donna occasionnellement des signes d'indépendance, ce qui ne l'empêcha pas d'ailleurs de rallier Napoléon sans condition. Ce collaborateur du Code Civil était le type même du haut fonctionnaire docile en même temps qu'il était un instrument idéal de l'empereur pour l'organisation du royaume de Westphalie. La tâche de Siméon en Westphalie consista en premier lieu, à mettre sur pied l'administration d'après le modèle français; il ne se heurta pas à de grandes difficultés. L'organisation administrative fut suivie par la réorganisation des conditions religieuses et sociales. Il fallut différer les réformes, car leur mise à exécution se heurtait à l'opposition surtout de la noblesse. Dans le même temps, comme ministre de la justice, Siméon s'efforça d'introduire le Code Civil. Toutes les réformes devaient reproduire servilement le modèle français. Peu à peu une forte résistance apparut. Il n'était pas question de tourner les ordres stricts de l'empereur; par ailleurs Siméon fit preuve de peu d'habileté pour les mettre à exécution. Au début de la guerre franco-russe, l'œuvre de réforme était encore très loin d'être achevée. Une querelle de compétence aboutit à un conflit avec la reine-

régente. La situation alarmante d'alors incita le ministre à se retirer en France encore avant la débacle de 1813. Il y poursuivit sa carrière. Il continua d'être un serviteur dévoué de la restauration et même de la monarchie de juillet.

Eberhard WEIS

L'INFLUENCE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET DE
L'EMPIRE SUR LES RÉFORMES DANS LES ETATS DE
L'ALLEMAGNE DU SUD

Les réformes constitutionnelles ont été introduites dans les Etats de l'Allemagne du Sud au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècle. Elles furent l'œuvre des gouvernements respectifs. L'acquisition depuis 1803 de nombreux nouveaux territoires hétérogènes, la nécessité d'assurer le rendement des finances et de l'armée et finalement la crainte de voir Napoléon intervenir dans les affaires intérieures ont entraîné des mesures institutionnelles. Mais ce n'est qu'après 1806, que la Bavière et le Wurtemberg eurent les mains complètement libres pour éliminer les anciennes constitutions des états qui formaient un obstacle à toute réforme. Dans le pays de Bade qui ne possédait pas d'états, les innovations furent introduites plus tôt. C'est dans les années qui vont de 1806 à 1810 que fut mise sur pied la nouvelle organisation fondamentale des Etats de l'Allemagne du Sud; le modèle de l'Empire y joua un rôle déterminant. Pourtant les institutions françaises ne furent pas copiées servilement. Les principaux résultats des réformes de l'ère napoléonienne dans les Etats du Sud de l'Allemagne ont été l'égalité devant la loi, l'égalité devant l'impôt, l'obligation générale du service militaire, la tolérance, l'humanisation du code pénal, la suppression du pouvoir des corporations, une liberté industrielle relative, la création d'un corps de fonctionnaires basé sur la capacité, sans sinécure ni hérédité des charges, l'élimination des barrières douanières intérieures, l'unification des mesures, des monnaies et des poids, le développement de l'exploitation des mines et de la première industrie, du service de la santé, de l'arpentage des terres, des sciences naturelles, des académies, des universités et des écoles, de la construction des ponts et des chaussées. Toutes les réformes dans l'Allemagne du Sud représentaient une synthèse des idées françaises et d'un travail de renouvellement propre et créateur, dans lequel se mêlaient de diverses manières, les influences de l'absolutisme, de la tradition administrative autochtone, du siècle de lumières, de la révolution, de l'empire et du néo-humanisme, selon la personnalité des hommes d'état

dirigeants et les données de chaque pays. En tout cela Napoléon jouait le rôle de catalyseur. Sa présence menaçante accéléra d'une manière décisive le processus des réformes en Allemagne du Sud. Mais dans le même temps la Bavière et le Wurtemberg parvenaient de façon étonnante à se maintenir dans leur nouvelle construction d'état contre toutes les attaques directes, et à faire échouer tous les plans de Napoléon pour renforcer la Confédération du Rhin aux dépens de chaque état particulier. La force vitale des réalisations de l'ère napoléonienne s'est manifestée après l'effondrement de l'empire.

Manfred BOTZENHART

METTERNICH ET NAPOLEON

Dès sa première rencontre avec Napoléon, Metternich a été fasciné par cette personnalité unique en son genre. Napoléon incarnait alors pour lui la révolution victorieuse, et sa victoire à Austerlitz fut pour lui le synonyme de la fin de l'ordre politique et social de l'ancienne Europe. Pendant le temps où il fut ambassadeur à Paris, son jugement s'est modifié: Napoléon devient alors le vainqueur de la révolution et l'organisateur d'une France nouvelle. Néanmoins, Metternich était convaincu que l'existence de tous les pays européens se trouvait menacée par la politique de l'empereur. Cependant, pendant longtemps, il nourrit l'espoir que Napoléon suivrait un jour, un chemin raisonnable. L'attente de ce moment fut au fond l'essentiel de sa propre politique de paix et d'entente. Et ce n'est qu'à partir du moment où n'exista plus aucune perspective de voir la politique de Napoléon suivre un cours paisible, qu'il abandonna l'empereur. Si Metternich a donné un sens à sa vie dans la lutte contre la révolution, il faut considérer son système pour la vaincre comme l'antithèse de la tentative faite par Napoléon pour la canaliser.

Rainer WOHLFEIL

NAPOLEON ET L'ESPAGNE

Avant le début de la guerre, déjà l'Espagne jouait le rôle d'un état satellite napoléonien. La politique de bascule du »prince de paix« apparut comme une spéculation manquée; c'est alors que l'Espagne tomba vrai-

ment sous la domination française. Les divergences au sein de la famille royale semblent avoir été les signes de la dissolution de la monarchie bourbonnienne. Depuis l'automne 1807, Napoléon n'était plus disposé à se contenter d'une domination indirecte de l'Espagne. Il fallait en outre prendre des précautions contre une menace d'invasion anglaise; le potentiel économique hispano-américain devait rester entièrement à la disposition de la France. Au début tout se passa selon les plans prévus, mais bien vite l'empereur glissa dans une guerre malheureuse. Pour Napoléon, la guerre d'indépendance n'était pas autre chose qu'une révolte illégitime contre un gouvernement légal. Les motifs qui ont poussé les Espagnols à la guerre lui sont demeurés étrangers. Napoléon ne s'est jamais senti lié par la constitution de 1808 qu'il avait lui-même inaugurée. Il la modifia constamment suivant ses besoins, fit finalement figure de conquérant et agit comme usurpateur de la couronne d'Espagne. Son intervention dans les affaires intérieures du pays compromirent constamment les drames d'un enracinement durable de la royauté de son frère Joseph. Ce dernier vécut sans cesse face à ce dilemme: agir comme frère de l'empereur ou défendre les intérêts de son pays. Il fut perdu dès l'instant où, après la retraite de l'empereur, il agit comme son lieutenant-général et par conséquent comme Français. Il ne pouvait plus prendre fait et cause en faveur de l'indépendance et de l'intégrité de son pays; mais il gouvernait à la manière d'un proconsul français. La vraie puissance était entre les mains des chefs militaires français qui se conduisaient comme des vice-rois. Finalement l'intégrité territoriale de l'Espagne ne fut plus, elle non plus, respectée. La royauté de Joseph perdit sa justification idéologique et du même coup son fondement.

Bruno FOUCART

ATTRACTION ET RÉACTION DANS LES RELATIONS
ARTISTIQUES ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE
DE 1800 À 1815: LA PROPAGATION DU STYLE »EMPIRE«;
LE RETOUR À L'ART DU MOYEN-AGE

Il n'existe pas de recherches sur les relations artistiques entre l'Allemagne et la France pour la période de 1800 à 1815. Cela est dû à l'orientation nationale des écoles de l'histoire de l'art.

L'étude se limite tout d'abord à un domaine où une influence française s'est manifestement fait remarquer en Allemagne, à savoir dans la propagation du style »empire« dans les arts décoratifs. De nombreux lieux

d'habitation, principalement ceux des personnes princières, ont été installées pendant la période de 1800 à 1815 en style »empire« d'origine parisienne. Toutefois cet essor n'est pas uniquement la conséquence de la domination française. Le plus souvent il s'agit de travaux locaux qui suivent le goût parisien et dont la qualité n'est pas inférieure aux modèles de la métropole. Par contre le meuble allemand courant de cette époque n'a été que peu touché par la mode »empire«.

Le classicisme et le romantisme ont été les deux grands pôles artistiques du XIX^{ème} siècle. Chacun d'eux a apporté son empreinte particulière en relation avec la situation historique. Les événements de 1800 à 1814 ont sans aucun doute marqué le romantisme allemand. En Allemagne ils ont considérablement approfondi la prise de conscience déjà renaissante auparavant de la tendance pour le gothique comme art national. En France, par contre, le mouvement romantique ne s'est établi qu'après 1830.

Heinz Wolf SCHLAICH

LA FONDATION DE L'EMPIRE ALLEMAND 1870/71 ET LES
RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES. REMARQUES À
PROPOS D'UNE IMPORTANTE NOUVELLE PUBLICATION

La fondation de l'empire en 1870/71 et la guerre franco-allemande qui s'y trouve liée ont fait l'objet d'appréciations diverses en Allemagne. L'évolution politique a chaque fois joué un rôle en ce domaine, mais avec le recul, on voit une considération plus réfléchie l'emporter.

L'article porte sur le recueil publié par Th. SCHIEDER et E. DEUERLEIN en 1970: »Reichsgründung 1870/71, Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen« et le traite comme un inventaire dont les auteurs ont réussi à se libérer de la manière étroite d'écrire l'histoire nationale. Dans son bref exposé sur ce recueil, Schlaich voit dans l'objectivité avec laquelle certains »fers brûlants« sont pris en mains un mérite particulier du livre et il pense que l'analyse structurale qu'on a d'abord pratiquée en France s'est montrée ici extrêmement féconde.

Reinhard SCHIFFERS

RÉFÉRENDUM ET INITIATIVE POPULAIRE DANS LA
RÉPUBLIQUE DE WEIMAR. PROBLEMES DE L'ADOPTION
ET DE LA TRANSFORMATION DES STRUCTURES
CONSTITUTIONNELLES DES DÉMOCRATIES
OCCIDENTALES EN ALLEMAGNE

Devant l'intérêt nouvellement manifesté en faveur de la « démocratie directe », l'auteur reprend l'étude des manifestations plébiscitaires au sein de la république de Weimar, et il le fait en s'appuyant sur des ouvrages français, restés inconnus en Allemagne, de LE DANTEC (1932) et d'ANGELESCO (1933). (Chap. I.)

Il démontre que les « vœux populaires » et les « décisions populaires » de la constitution de Weimar ne coïncident pas entièrement avec les concepts « Initiative », « Referendum » ou « Plébiscite » (Chap. II). Il explique ce fait par des raisons d'ordre historique: les mobiles plébiscitaires ont fait l'objet de discussions étendues dans les pays occidentaux, alors qu'en Allemagne seul un petit cercle de personnes, surtout des sociaux-démocrates, s'y sont intéressés. On était insuffisamment préparé pour les discussions au sujet de la constitution de 1918/19.

Prenant l'exemple de Bade qui adopta la plus ancienne de toutes les constitutions régionales, l'auteur y fait découvrir le modèle suisse et américain qui s'y cache, mais aussi les divers motifs qui pouvaient conduire à favoriser des institutions plébiscitaires (Chap. IV). Les sociaux-démocrates, pour des raisons d'ordre radicalo-démocratique (et parce qu'elles tiraient leur origine des démocraties authentiques dont il souligne le modèle – voir chap. V) leur étaient favorables, alors que les libéraux et le centre l'étaient plutôt par réserve à l'égard du parlement. Le cocréateur le plus marquant de la solution badoise, Julius CURTIUS, a exercé à cet égard une influence déterminante sur la discussion de la constitution weimarienne; le social-démocrate Wilhelm KEIL, au nom de sa fraction, s'est inspiré largement et en partie textuellement du mémoire de CURTIUS en faveur de la constitution badoise, ce que déjà ANGELESCO avait constaté. Mais sur le point important de la dissolution du parlement par initiative populaire, il est allé encore plus loin que celui-ci. Le chapitre V passe en revue les divers arguments qui ont été mis en avant en 1918/19 en faveur d'une démocratie directe. Il étudie l'entrecroisement des motifs: « L'action conservatrice du référendum qui n'est contestée par aucun parti, a eu pour conséquence d'être soutenu par ses adversaires de principe (la droite) et considéré avec circonspection par ses partisans systématiques (la gauche) ». » Son introduction fut moins une approbation du système de gouvernement

weimarien ... qu'une marque de défiance à l'égard du nouveau système». Dans l'histoire de la république de Weimar il y eut 60 tentatives en faveur de l'introduction d'un referendum; un peu plus de la moitié eurent effectivement lieu, mais un seul atteignit le résultat poursuivi par ses propositants.

Le chapitre VI examine les changements survenus de 1919 à 1933 dans la position des partis à l'égard du referendum. En dehors de quelques tentatives au début pour utiliser l'instrument du référendum en faveur de la droite, ce n'est que vers la fin de la république que l'on eut recours à lui plus souvent, mais à la demande du président du Reich (et non pas à la suite d'une initiative populaire) pour demeurer fidèle aux manières de voir conservatrices du gouvernement. Le VII^e et dernier chapitre étudie les conséquences directes et indirectes. Ce ne sont nullement les forces extrémistes seules qui ont réclamé des referendums; entre 1924 et 1928 on se trouve également en présence d'initiatives émanant du SPD et de la classe moyenne, mais qui ne sont aucunement dirigées contre le système de gouvernement de Weimar. Par contre, à partir de 1928, l'initiative populaire est devenue un instrument politique des forces extrémistes de droite et de gauche.

En terminant, l'auteur, qui s'appuie sur FINER, souligne l'étroite liaison qui existe entre la problématique du referendum et la qualité de chacun des partis existants.

(Voir l'ouvrage que l'auteur de cet article vient de publier « Elemente direkter Demokratie im Weimarer Regierungssystem (= Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, Band 40), Düsseldorf (Droste) 1971.)

Léopold GENICOT

POUR UNE ORGANISATION DE LA RECHERCHE EN HISTOIRE MÉDIÉVALE

En démontrant l'insuffisance des éditions et des instruments de travail qui sont actuellement à la disposition des médiévistes, l'auteur lance un appel à ses collègues en les invitant à s'organiser et à coordonner leurs efforts, surtout dans le domaine de l'utilisation des ordinateurs.

Jürgen Voss

LACURNE DE SAINTE-PALAYE ET LES TRAVAUX SUR LE
MOYEN-AGE DANS LA FRANCE DU SIÈCLE DES
LUMIÈRES

La recherche historique dans la France du XVIII^e siècle, à l'exception de l'activité scientifique des Mauristes a été jusqu'ici peu explorée. L'étude de L. GOSSMAN sur J. B. Lacurne de Sainte-Palaye et ses études médiévales à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres constitue une contribution en ce domaine. Les constatations auxquelles GOSSMAN est parvenu sur le milieu où vécut Lacurne, sur ses recherches historiques et sur l'influence exercée par ses travaux, sont analysés d'une façon approfondie et complétés par quelques détails importants concernant l'histoire de la recherche historique. Parmi ceux-ci il convient de relever l'allusion à la collaboration de Lacurne au »Cabinet des Chartes« qui fut fondé en 1762 et devint, sous la direction de Moreau, une institution centrale et coordinatrice des travaux de recherche historiques.

Henri MICHEL

LE COMITÉ FRANÇAIS D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME
GUERRE MONDIALE

Le »Comité d'Histoire de la deuxième Guerre mondiale«, un organe de coordination interministériel et un Centre de documentation, de recherches et de publications ayant trait à l'histoire de la deuxième guerre mondiale, a réalisé jusqu'ici les travaux de recherche suivants:

1. Collection de documents (manuscrits, rapports de témoins, imprimés, livres, photos, films, disques, objets).
2. Travaux d'études sur cette documentation (bibliographies, statistiques, chronologies, cartothèques, cartes).
3. Publication des connaissances acquises dans des colloques et des expositions.

Comme tâches particulières du Comité, il faut citer des enquêtes sur la »résistance«, la déportation et la captivité. Pour ce faire on dispose avant tout de dizaines de milliers de témoignages recueillis.

A côté des études sur la vie culturelle, sur l'histoire militaire, économique et sociale pendant la deuxième guerre mondiale, la publication de la »Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale« représente une contri-

bution particulièrement importante du Comité à l'étude de l'histoire contemporaine, tout comme la bibliographie qui y paraît régulièrement et qui déborde largement, sur le plan thématique, l'histoire militaire et la deuxième guerre mondiale.

ENGLISH ABSTRACTS

Martin HEINZELMANN

NEW ASPECTS OF THE LATIN BIOGRAPHICAL AND HAGIOGRAPHICAL LITERATURE (1st TO 6th CENTURY)

Originating in an old Roman tradition, the *laudatio funebris* was of great importance to Roman social life. During the early Empire, this generally private funeral sermon became an essential part of honours shown to Roman officials of high rank during a state funeral. The *laudatio funebris* not only had considerable influence on the development of the younger Suetonian biography, but it also continued to exist in Christian Rome, for there was a deep-seated custom to honour important persons after their death, by a biography. The direct successor of the *laudatio funebris*, still known by the close of the 4th century, was the biography of a bishop. This expresses the growing authority which the bishops exercised in the provinces, comparable to officials of high rank. Both the bishops and the officials often were members of the same dynasty. Although some impression was made by biographies of ascetics (c. A. D. 400), which were promoted too by the upper classes, lives of bishops became dominant in the biographical literature in Gaul throughout the 5th and 6th centuries. During this time, they were the model for innumerable subsequent hagiographical-biographical texts. So the author not only lays stress on the pre-Christian, Roman, and actually political origins of this Christian kind of literature, but also obtains new criteria for the interpretation of numerous hagiographical texts. The abundance and the authenticity of the information to be found in the biographies of bishops on the history of the 5th and 6th centuries, and of the following centuries as well, can be increasingly useful for historical research beyond church-history and the history of worship.

Hubert MORDEK

THE *COLLECTIO VETUS GALLICA*, THE OLDEST
SYSTEMATIC COLLECTION OF CANONS IN
FRANKISH GAUL

A new name ›*Vetus Gallica*‹ is proposed for the collection of council texts which have so far had the misleading and incorrect title ›*Collectio Andegavensis*‹ applied to them and which the author describes as the first systematic collection of canon laws in Frankish Gaul. The ›*Canones Augustodunenses*‹, according to which the text is generally supposed to have originated around 670 in Autun, are not regarded by the author as belonging to the original collection. He believes instead that this old form was already available to the leaders of the council of Clichy in 626/7. From the investigation of the direct sources of the ›*Vetus Gallica*‹ the author concludes that the texts of those very councils held in Lyons and Mâcon must have been available to the author of the collection in the original. In view of this and also the obvious desire of the author of the collection to emphasize particularly its central importance, Lyons is regarded as the town in which the ›*Vetus Gallica*‹ came into existence in approximately 600. This collection is attributed above all to the significant Bishop Etherius of Lyons, which underlines the importance of the church of Lyons in the latter half of the sixth century.

After the main versions had been made in Autun (presumably in 670 under Leodegar) and in Corbie (at the beginning of the eighth century) the manuscripts of the collection became so widely distributed that they can be regarded – both because of their distribution and their influence – as the essential ›*Collectio canonum*‹ in Frankish Gaul until well into the ninth century.

Eugen EWIG

THE PRIVILEGE GIVEN BY BISHOP BERTHEFRID OF
AMIENS TO CORBIE IN 664 AND THE CLOISTRAL
POLICY OF QUEEN BALTHILD

The male cloister of Corbie founded by Queen Balthild (died approx. 680) received on 6 September 664 a privilege from Bishop Berthefrid of Amiens. A detailed comparison of the formulars (protocol, dispositio, eschatocol), concerning this privilege, those for Rebais, Saint Pierre-le-Vif

(Sens), Sithiu (Saint-Omer), Saint-Denis, Saint-Maur-des-Fossés, Sainte-Colombe (Sens) and the formular of the privileges in Markulf's collection has revealed not only important documentary aspects but also enables us to draw some conclusions relating to Queen Balthild's cloistral policy.

As a result of the comparison of the formulars we can divide the privileges under investigation into three groups: 1) Rebais; 2) Saint-Maur, Sainte-Colombe (Sens); 3) Saint-Denis, Corbie, Sithiu and Saint-Pierre (Sens), and can see a basic formular applying to the whole of the third group. This formular did not aim at a monastery but at a *basilica* whose *congregatio* was constituted by the acceptance of the *regula mixta* as a monastic community. The documentary foundation for the basic formular is the privilege given to Saint-Denis, which was issued by Bishop Landerich of Paris in 655.

The activity of Queen Balthild, which was concerned with the monastic sphere, led not only to the foundation of the cloisters in Chelles and Corbie but also to the introduction – accompanied by the *privilegium* and *emunitas* – of the *sanctus regularis ordo* in the case of the *seniores basilicae* which are listed in the *Vita Balthildis* in accordance with their privileges: Saint-Denis, Saint-Germain (Paris or Auxerre), Saint-Médard (Soissons), Saint-Pierre-le-Vif (Sens), Saint-Aignan (Orléans) and Saint-Martin (Tours). The bestowing of privileges on the *seniores basilicae* was motivated by cultic-liturgical considerations primarily with regard to the cultivation of the memory of the dead. However, not only the *seniores basilicae*, which were almost all churches in which royalties were buried, but also cloisters received privileges, Corbie being one of the first. The reaction of the episcopacy did not result so much from an anti-monastic attitude, which applied particularly to Luxeuil, as from the realisation that a development had begun which – owing to the reduction of the Bishops' rights – was to lead to the establishment of a direct relationship between the King and the privileged *basilicae* and monasteries.

KARL FERDINAND WERNER

THE DATE-OF-BIRTH OF CHARLEMAGNE

For a long time the opinion has prevailed in historical research that Charlemagne was born in 742. Whereas the birthday of the monarch, 2 April, – as GANSHOF has shown – can be regarded as definite, a new survey of the sources has proved the unreliability of the evidence pointing to the year >742<. The comments of those living at the time of the emper-

or's death only prove that the exact year of his birth was not known then. The entries concerning >742< in the annals are based on the false adaptation of a statement in the annals of the 8th century which in this year reported the death of Charles Martell († 741)! On the other hand, the year 747, which is stated in the Petavian annals and which the editor of the annals, PERTZ, has described as a useless alteration, has proved to come from exact information on the members of the family of King Carloman († 771) which was recorded by a contemporary of his and later appeared in the annals. The negative opinion resulting from the research done so far is connected above all with the inadequate edition produced by PERTZ who made no use of the manuscripts.

When we take 747 as being the year of his birth, the assumption must be abandoned that Charlemagne was an illegitimate child. This opinion was arrived at in modern research because it was believed that – whereas Charles was born in 742 – his parents were only married in 744 or even 749. In fact the marriage took place in 744 and there were special prayers for the prompt birth of heirs. (This, of course, completely undermines the hypothesis that this relationship was disapproved of by the church). On 2 April 747 the first son, Charles, was born. He was followed in 751 by Carloman and in 757 by Gisela. These dates have been handed down only by the above-mentioned version of the Petavian annals and the sources related to them.

Jürgen MIETHKE

ABELARD'S ATTITUDE TOWARDS THE MONASTIC REFORM MOVEMENT. A BIOGRAPHICAL STUDY

Though it appears that Abelard had no genuine interest in the reform movements of his time, an accurate examination of his life – especially of his abbotship in Brittany and of his function as assistant and religious advisor to Heloise during her abbacy at Paraclet – reveals a distinct interest of Abelard in monastic problems. Hence, his disputations with leading ecclesiastical reformers of his time as well as his critical distance towards them do not mean indifference towards old schemes and new possibilities of monachism during the 12th century. This part of his work, which is thus represented not only by the quiet and devotional decline of his life as portrayed by Petrus Venerabilis, comes up to his, in fact, more important activities as a teacher and innovator. The author traces in detail the criticism of the (Pseudo-) Dionysian tradition of St Denis,

which Abelard was able to develop after Bede, and he rejects the suggestion of Arno Borst that the two »new apostles«, mentioned ironically by Abelard, should be identified with other personalities than Norbert of Xanten and Bernhard of Clairvaux. When dealing with Abelard's abbotship in St Gildas de Rhuys, the situation of the monasteries in Brittany during the 12th century is thoroughly discussed.

Dietrich LOHRMANN

SAINT-GERMER-DE-FLY AND THE
ANGLO-NORMAN EMPIRE

Because of its position on the fringe of the Capetian territories and flanked by the Norman fortresses of Gournay and Neufmarché, the abbey of Saint-Germer acquired considerable political, military and cultural importance during the 11th to 12th centuries. In this contribution its relations to the English kingdom and the Anglo-Norman nobility are investigated. The author relies upon previously unknown texts including six documents of the English kings from Henry I to John Lackland, four documents of the Earls of Warenne, others originating from the lords of Briouze, Roumare and Gournay as well as select texts on the economic and administrative history of the Abbey in the 12th to 13th centuries. The documents are edited and commented upon in the appendix. One section is devoted to the political sermons of the Abbot Eustachius in England during the final phase of the struggle for Normandy between Philipp August and John Lackland. The abbey church, which was strongly influenced by Norman architecture, was built between 1132 and 1206. Attached are tables with the autograph of Dom J.-B. de Boulougne, historian of Saint-Germer in the 17th century, a section of a map of the diocese of Rouen from the year 1715 as well as photographs of the abbey church and the adjoining Sainte-Chapelle dating from about 1267.

Kaspar ELM

THE EXPANSION, THE EFFECTIVENESS AND THE END
OF THE ›FRATRES DE POENITENTIA JESU CHRISTI‹
FROM PROVENCE (THE FRIARS OF THE SACK) IN
GERMANY AND THE NETHERLANDS. A CONTRIBUTION
ON CURIAL AND COUNCILIARY POLICY TOWARDS
THE RELIGIOUS ORDERS IN THE 13th CENTURY

The settlements of the ›Friars of the Sack‹ in England and France are well known whereas those in other countries, in particular Spain, Italy and Central Europe are less familiar. The author has discovered numbers of houses belonging to the Order in the whole of the western part of the former Empire from Switzerland up to the Netherlands. The Friars of the Sack, who came from France, settled above all in the larger towns or in the suburbs, for instance in Basel, Strassburg, Augsburg, Erfurt, Esslingen, Cologne, Liège, Utrecht, Middelburg, Biervliet, Bruges, Ghent, Tournai and Brussels. The activities of the Friars of which the author has made a detailed study, were soon impaired almost everywhere. The local clergy prevented them from properly carrying out their religious functions. The Franciscans and Dominicans regarded the Friars of the Sack as inconvenient competitors. The influence of the bishops and also the two large mendicant orders led in 1274 to the issuing of the constitution ›*Religionum diversitatem*‹ by the Second Council of Lyons (IV. 3. 17). Owing to their being suspected of heresy and because they received less protection than the other orders which were also involved by the constitution, the Friars of the Sack could not escape the dissolution of their order and the loss of their property.

Klaus MALETTKE

EARLY DEMANDS FOR REFORM DURING THE REIGN OF
LOUIS XIV. GERAULD DE CORDEMOY'S TREATISE
›DE LA RÉFORME D'UN ETAT‹

Was there really no opposition during the early reign of Louis XIV, as supposed for a long time? The author records diverging results in recent studies, as well as indications of criticism between 1661 and 1685; he takes up the scarcely noticed suggestion of G. Thullier (1960) to deal with a treatise by Gerould de Cordemoy. Cordemoy's descent (*Avocat*

au Parlement de Paris like his father) and activities are characterized. Above all, Cordemoy was prominent as a Cartesian philosopher and he became a member of the *Académie Française*. Amongst his friends Claude Fleury and Bossuet are prominent, amongst his patrons it is the *Grand Condé*. As the pattern for his treatise, Cordemoy chooses an allegorical vision which enables him to describe an ideal and well-governed state, and, by doing so, to criticize the present state of affairs in a more or less distinct manner. Many things recall utopian ideas, though some of them were realized later on. Cordemoy agrees with the principles of absolutism, which is imaged as rational and without any abuse. »His formally modest criticism did not aim at the expansion of rights of absolute monarchy but at finance and taxation, the competences of the ministers ..., the personal composition of the governing body, and the functions of contemporary administration.« So there really existed critical notions; and the more important later writings on this topic no doubt had a forerunner. The author stresses the necessity of further research in this field.

Peter-Claus HARTMANN

THE PURCHASE OF LUXURIES BY THE BAVARIAN COURT IN PARIS (1718–1727)

The author tries to answer the following questions regarding the period between December 1718 and May 1727:

1. Which sort of products did the Electors of the then almost completely agrarian Bavaria order in France, which was then rather advanced in the development of manufacturing goods and of one-line workshops;
2. how and at what price were the goods acquired;
3. how much had to be paid for these purchases in comparison with the subsidies given by France; in other words, how much of the French subsidies went back to the French economy?

As the source materials reveal, the Munich court mainly ordered the following luxuries and manufactured goods in Paris: decorative cloth; articles of clothing and whigs, perfumes, clocks, weapons, musical instruments, paintings, plates, jewellery, furniture, marble fire-places, tapestries, medicine, state-coaches.

During the time in question, the acquisitions of the Bavarian court had a value of about 1,577,470 l. During these years France paid Bavaria subsidies of 4,082,117 l. So the purchases amount to 39% of the subsidies. including the additional expenditures of the Elector in France, e. g.,

secret expenditures, pensions, gratuities, salaries for Bavarian civil servants as well as the liquidation of earlier purchases, the electoral expenditures even totalled up to 6,289,324 l. 8 s. Thus they exceed the receipts from the French subsidies during this time by up to 2,197,200 l.

Peter FRIEDEMANN

NEW FACTS ON THE LIFE OF MABLY: HIS PECUNIARY CIRCUMSTANCES

The author has concerned himself during preliminary research for a biography of Mably with his pecuniary circumstances. He has made use of three documents, which have so far received no consideration, from the *Minutier Central* of the Archives nationales, the will, the *Inventaire après décès* and the *Résultat de vente*. Mably came from a well-to-do family. During the most prosperous period of his life his income amounted to 6100 liv. (600 liv. from an allowance granted by his father, 1500 liv. from a further allowance, 4000 liv. from an allowance made by Mme d'Enville). Despite his good income he lived in a relatively modest way. He left only 5517 liv. 15 s. 7 d. after outstanding bills and debts amounting to 2134 liv. had been deducted. The author has therefore put him in the lower income category of the lesser traders and artisans. It seems impossible to deduce anything from his pecuniary standing about his social habits because he circulated amongst the upper nobility, financial magnates, statesmen etc and was finally buried in St Roch cemetery which was reserved for the upper classes. Mably did not possess a very significant library (680 vols). Book titles that are known indicate that he was very interested in the classical period and in historical works.

Fernand L'HUILLIER

NOTES ON NAPOLEON AND THE PEOPLES OF EUROPE
BASED UPON THE IMPERIAL CORRESPONDENCE

Napoleon had no illusions about mankind. He held the view that one cannot obtain the love of the people by flattery, but by coming forward as their »master« only. He thoroughly despised public opinion. As an enlightened despot, he wanted to take care of the happiness of the peoples

by an efficient administration. No uniform judgment of Napoleon, on the different nations subjected to his command, can be traced. His varying views were purely subjective and momentary. Praise and blame were adjusted to actual requirements and to the momentary mood.

Karl-Georg FABER

THE RHINELAND'S PUBLIC OPINION AND NAPOLEON

Up to the 18th of Brumaire, the reactions to the victories of the young general Bonaparte had been unbalanced. The coup d'état initiated a new development in the population's attitude towards Napoleon. An opaque situation arose, lasting to the end of the French occupation. Officially, the public cult of Napoleon was fostered with a population relatively content and politically indolent. The *bourgeoisie* was absolutely loyal to the Emperor, and, indeed, it was from this class that the government actually received social backing. So opposition stirrings had only little chance. Because of its clever accomodation to the intellectual and material requirements of many sections of the population, the imperial regime was not endangered at any time until 1814. There was more opposition against the French in the Rhineland before 1800 than after. The liberal myth of Napoleon dates only from the time after 1814. So, at first, the friendly reminiscences of the Napoleonic period caused the Prussian government much trouble. Only by the national development after 1840 was the myth's real meaning destroyed.

Pierre-Paul SAGAVE

A PRUSSIAN OFFICER AS ADMIRER OF NAPOLEON: A. H. D. VON BÜLOW

A. H. D. von Bülow descended from a very old noble family in Northern Germany. Following the traditions of his family, he devoted himself to a military career; but soon he started to oppose the established authorities. His disposition towards adventurous living made him travel throughout the world. He experienced several occupations without success. After his return to Prussia, he gained a name for himself as a military writer. Yet, this failed to make his new strategical and tactical views respected.

Apart from that, his application for readmission to the army proved unavailing. By word and writing, he strongly advocated Francophile inclinations in Berlin up to 1806 and conducted himself as an almost unreserved admirer of Napoleon. His aim was to bring Prussia over to Napoleon's side. Bülow's publications were favoured by those in opposition to the Prussian authorities. He was supposed to be a kind of rebel. Public opinion in Berlin, which later was not much impressed by the defeat of 1806, was considerably influenced by him. He himself became an indirect victim of the defeat.

Karl HAMMER

COUNT SCHLABRENDORFF: A GERMAN CRITIC OF
NAPOLEON AND OF HIS REIGN

Since 1790, Schlabrendorff lived in Paris. There he was an attentive observer of the Revolution but without any active participation in the events. Any different attitude would have been contrary to his contemplative temper. Though leading a retired life, he was not without influence. He had a unique knowledge of all events taking place before and behind the scenes. At a turning-point in the historical events, that is, at the time of the change from the Consulate to the Empire, he wrote his only important book: »Napoleon and the French People during the Consulate«. The portrait of Napoleon as depicted by Schlabrendorff, characterizes him as a ruler with splendid gifts whose only passion is power, which he makes use of unscrupulously. During his reign, France degenerated into a country governed by police, and fell into a condition of arbitrary despotism worse than before the Revolution. By instinct, Schlabrendorff foresaw the dynamics of expansive dictatorship. He combined political reasoning with moral aversion. His conclusion was: Napoleon brought France under his rule when aiming at the domination of Europe.

Jean VIDALENC

THE HANSEATIC DEPARTMENTS UNDER THE
NAPOLEONIC ADMINISTRATION

Most of the government officials chosen for the administration of the Hanseatic provinces annexed by France had become French citizens only a short time previously. Without any professional experience, they lacked knowledge of the land, the people, and the language. Only the inferior officials were natives. On the other hand, fairly considerable influence was granted to the native-born notables. As long as peace prevailed the rather smooth working of the administration was secured due to the political indifference of the population, though, quite obviously, the alterations were not approved by those concerned. The application of the »*Code Napoléon*«, though advantageous in some respects, brought about considerable disadvantages. The incorporation into the Empire was paid for with heavy new burdens. Moreover, the imperial administration's pretentious behaviour certainly did not make a favourable impression upon the population. There was close connection between loss of sympathy in public opinion and decline of military control. As elsewhere, increasing signs of dissolution could be noticed; finally, even open hostility against the Napoleonic regime became evident.

Jean MISTLER (de l'Académie française)

HAMBURG DURING THE FRENCH OCCUPATION.
OBSERVATIONS ON THE CONTINENTAL SYSTEM

The author deals with the repercussions of the Continental System and its effects on the Hanseatic towns. Different kinds of conflicts between the naval power and the continental power are described: guerilla-warfare between free trade and stateplanned economy; between smuggling and customs-barrier. The source materials give copious information about the psychological aspects of this conflict.

After the battle of Jena, the Hanseatic towns were subjected to military occupation. But for a short time, they were able to go on with an independent administration. The French ministers' radius of political action was restricted. Business connections, however, proved useful and profitable as far as information was concerned. The Continental System encouraged a wide range of corruption. Full licence was given to war

profiteers, the most prominent amongst them, the imperial minister Bourrienne; but not all representatives of the occupation authorities were inclined towards such doubtful intrigues.

The author points out certain aspects of the French domination, the end of which is marked by signs most typical of an occupation: disorder, moral decline, dissolution, hopelessness – the liberators were cheered.

Michel BRUGUIÈRE

OBSERVATIONS ON THE FINANCIAL LINKS BETWEEN
NORTHERN GERMANY AND FRANCE DURING THE
EMPIRE: HAMBURG AND THE PEACE PARTY (1806–1810)

In the Hanseatic cities, international banking and financial transactions took place and political contacts were established or even intensified. Hamburg, then, could be compared to a barometer indicating the economic, financial, and political state of affairs in Europe; it was a unique communication centre, where one could often get information of great significance earlier than in Berlin, St Petersburg or Vienna. In Hamburg, the English were able to withdraw capital from the continental market or to alter the rate of interest rapidly and incisively. The quotations of the Hamburg stock exchange were attentively observed throughout the whole world.

For a long time, Hamburg was the ideal meeting-place for Napoleon's friends as well as for his opponents. Most of the members of the Provisional Government of 1814 stayed in Hamburg at some time or other. Repeated peace feelers to England were certainly launched in Hamburg. Napoleon was not totally unaware of these intrigues of his opponents. The situation completely changed after the annexation of the Hanseatic cities in 1810.

Reinhard PATEMANN

THE RELATIONS BETWEEN BREMEN AND FRANCE FROM
THE BEGINNING UNTIL THE END OF THE FRENCH
DOMINATION IN 1813

Commercial relations between Bremen and France can be traced back to the 13th century; documentarily, they are traceable since the end of the 14th century. At first, merchandise mainly consisted of salt. The trade with France suffered from several crises down the ages. From time to time France tried to use the commercial relations for political and financial purposes as well. The numerous French wars, especially during the reign of Louis XIV, had an unfavourable effect on Bremen's trade. The Hansa city then tried to protect her trade by special commercial treaties with France. Owing to the expulsion of the Huguenots, an important section of Bremen's population was French. The 18th century actually can be looked upon as the golden era of trade with France, mainly trade in Bordeaux wines and colonial products. The outbreak of the Revolution first meant new progress because of the French need for neutral ports for reshipment of her economic goods. So, from a distance, public opinion in Bremen at first was well-disposed to the new authorities in France. Afterwards, Bremen several times found herself in distress. At that time, Bremen's policy was to remain neutral and to look after the city's interests, keeping aloof from the opposing Powers. After 1806, the »Continental System« almost completely blocked the overseas trade. The cost of maintaining the occupation army pressed heavily upon Bremen. The annexation of 1810 put an end to the traditional social and political order; without any disturbances, Bremen was annexed to the Empire, though the population was by no means Francophile. Only after the Russian campaign, did discontent start. The withdrawal of French troops after the battle of Leipzig, was greeted with relief and satisfaction.

Roger DUFRAISSE

SMUGGLING IN THE DEPARTEMENTS ON THE LEFT
BANK OF THE RHINE DURING THE NAPOLEONIC PERIOD

The French tariff laws destroyed traditional economic links which formerly had existed between the German states on both sides of the Rhine. In a fashion, smuggling tried to compensate for this infringement.

Goods from the colonies were mainly affected by the tariff laws. A lot of English goods reached the Continent through North-western Germany and there people tried to sell them on the black-market to the Empire. The available source materials do not allow any precise statements on extent, the periods, and success of smuggling. The imperial toll collectors were not in a position to prevent the illicit trade because the industrial development of the Empire and the weak French navy were not able to remove the motives, that is: economic tension and profiteering. Smuggling was a necessary and inevitable evil.

The essay is based on the vast materials of the F⁷-series in the Archives Nationales in Paris.

LOUIS BERGERON

OBSERVATIONS ON THE CONDITIONS OF THE
INDUSTRIAL DEVELOPMENT IN WESTERN EUROPE
DURING THE NAPOLEONIC PERIOD

French policy and military events during the Napoleonic period necessarily transformed the area near the Rhine economically. The whole economic system was deeply affected for the time being. On the other hand, these events favoured the further development of industrial enterprise. The territorial alterations which Napoleon enforced in the German area unquestionably had an advantageous effect on the growth of political and economic units. Firstly, inland trade was established. This was absolutely necessary for the development of the industrial revolution in the German states. Moreover, all the states were forced to bring about the standardization of internal tolls. So, step by step, Germany advanced towards economic unification which was, however, in no way comparable to the French centralised commercial system and its Italian appendix. The »Zollverein«, expanding under another command, had its roots in this period. In the long run, French influence until 1814 considerably helped to diminish the institutional and economic backwardness of the German states.

Jean TULARD

SIMÉON AND THE ORGANIZATION OF THE KINGDOM
OF WESTPHALIA

During the revolutionary period, Siméon was a moderate liberal, thereby suffering from prosecution. During the Consulate, he was in favour of a constitutional monarchy. His independent mind, which he occasionally displayed, did not prevent him from being completely at one with Napoleon. He participated in formulating the *Code civil*. Siméon impersonated the flexible civil servant of the first rank and was the Emperor's instrument for the organization of the Westphalian kingdom. His first duty there consisted in establishing an administration on French lines. Insurmountable difficulties did not arise. This was followed by the reorganization of the religious and social institutions. The reforms had to be postponed because their realization was opposed especially by the nobility. Afterwards, as minister of justice, he endeavoured to introduce the *Code civil*. All reforms were to be an exact copy of the French model. Gradually considerable resistance arose. The strict imperial orders could in no way be avoided. Furthermore, Siméon was not very skilful in executing them. When the Franco-Russian war broke out, the reforms were by no means completed. A question of jurisdiction brought about the conflict with the reigning Queen. The alarming situation as well as the general circumstances made the minister move to France in due course before the collapse of 1813. His career proceeded. He was an obedient servant of the Restoration as well as the July Monarchy.

Eberhard WEIS

THE INFLUENCE OF THE FRENCH REVOLUTION AND
OF THE EMPIRE ON THE REFORMS IN THE
SOUTH-GERMAN STATES

The constitutional reforms in the South German states began at the turn of the eighteenth and the nineteenth centuries. They were put into practice by the respective governments and caused by acquisitions of numerous and heterogeneous new areas after 1803, by the compulsion to improve the finances and the efficiency of the army, and, finally, by fear of Napoleon's encroachment on their internal affairs. But only after 1806, did Bavaria and Württemberg have full liberty of action for the abolition

of the Estates and of their old constitutions which prevented any reform. In Baden, where there had been no Estates, reforms were introduced earlier. During the years 1806–1810, the fundamental reorganization of the South German states was carried through, the Empire being the outstanding model. But the French institutions were not simply imitated. The main results of the reforms put into force in the South German states during the Napoleonic period were equality before the law; equality in taxation; compulsory military service; toleration; humanization of the penal law; curtailing of the guild power; a relative liberty to exercise a trade; the organization of a modern and efficient bureaucracy without any sinecures and hereditary official positions; the abolition of internal customs-barriers; the standardization of measures, weights, and coinage; the promotion of mining and of early industries, of public hygiene, of topographical surveys, of natural science, of academies, universities, and schools, of road- and bridge-building. All the reforms in South Germany formed a synthesis of French impulses and independent and creative German efforts for the reorganization of the country. Depending on the personalities of the leading statesmen and the conditions of each country, this reorganization was a mixture of several influences: absolutism, native tradition of administration, Enlightenment, Revolution, Empire and Neo-humanism. Hereby Napoleon acted as a catalyst. His threatening presence accelerated the progress of reforms in Southern Germany decisively; but at the same time Bavaria and Württemberg to a remarkable extent succeeded in asserting their reformed state against direct intervention and in baffling all the intentions of France to strengthen the Confederation of the Rhine at the expense of its single states. The achievements brought about during the Napoleonic period proved vigorous after the downfall of the Empire.

Manfred BOTZENHART

METTERNICH AND NAPOLEON

Since his first meeting with Napoleon, Metternich was fascinated by this unique personality. Napoleon embodied for him the successful Revolution, and he regarded the victory at Austerlitz as the end of the political and social order of old Europe. When he was ambassador in Paris, he changed his mind: Napoleon, on ending the Revolution, became the organizer of a new France.

Nevertheless, Metternich was convinced that the existence of each

European State was threatened by the policy of the Emperor. On the other hand, he was hopeful for a long time that Napoleon might listen to reason. To wait for this moment was the real aim of Metternich's own policy of peace and understanding. He abandoned the Emperor only when there was no further prospect of a peaceful policy on the part of Napoleon. For Metternich, life culminated in fighting the Revolution: his policy of overcoming the Revolution has to be seen as the exact anti-thesis to the Napoleonic attempt to canalize the Revolution.

Rainer WOHLFEIL

NAPOLEON AND SPAIN

Already before the outbreak of the war, Spain played the part of a Napoleonic vassal state. The policy of sitting on the fence pursued by the »prince of peace« proved to be erroneous; Spain fell all the more into the French orbit. The royal family's quarrels seemed to indicate the decomposition of the Bourbon monarchy. Since autumn 1807, Napoleon was no longer satisfied with an indirect domination of Spain only. Furthermore, the fear of an English invasion had to be met with, and the whole Spanish-American economic potential had to be at France's disposal. First, everything went off according to plan, but soon the Emperor stumbled into a fatal war. For Napoleon, the Peninsular War was an unlawful insurrection against a legal government. He completely misjudged the motives of the Spanish people in going to war. Napoleon never felt bound to the constitution inaugurated by him in 1808. Again and again he changed it according to his needs; finally he acted as a conqueror and as a usurper of the Spanish crown. His intervention in the home affairs of the country permanently endangered the stability of his brother's kingship who on the one hand, had to act as the Emperor's brother and, in opposition to this, at the same time had to look after Spanish interests. The situation became hopeless when, after the Emperor's departure, he had to act as Napoleon's »*Lieutenant-General*« and, consequently, as a Frenchman. Joseph could no longer stand for the independence and integrity of his country; he governed like a French proconsul. The real power was with the French commanding officers who acted like viceroys. Thus Joseph's kingship was deprived of its intellectual justification and therefore of its foundations.

Bruno FOUCART

REPERCUSSIONS ON THE ARTISTIC RELATIONS
BETWEEN FRANCE AND GERMANY BETWEEN
1800 AND 1815:
THE SPREADING OF THE EMPIRE STYLE; THE RETURN
TO MEDIEVAL ARTS

There is no literature on the artistic relations between France and Germany during the years 1800–1815. This is due to the national orientation in most schools of thought in the history of art. The author's study firstly is confined to a field, where, quite obviously, a French influence on Germany is perceptible, that is, in the spreading of the decorative style of the First Empire. Between 1800 and 1815, numerous living-rooms, especially those of princely personalities, were furnished in the Parisian manner of the Empire style. This rise, however, cannot be seen in connexion with French domination only. Mostly, it is a question of local works following the Parisian taste and in quality being up to the standard of the French capital. Common German furniture, however, was nearly untouched by the fashion of the Empire.

Both classicism and romanticism were the great artistic pivots during the nineteenth century. In different countries they had different forms of realization depending on the historical situation. Following the events between 1800 and 1810, there were, no doubt, repercussions on German romanticism. They enormously deepened and renewed the consciousness of the Gothic style as a national art. In France, however, the romantic movement started only after 1830.

Heinz Wolf SCHLAICH

THE FOUNDATION OF THE GERMAN EMPIRE IN 1870/1
AND FRANCO-GERMAN RELATIONS. SOME COMMENTS
ON AN IMPORTANT NEW PUBLICATION

The foundation of the Empire in 1870/1 and the Franco-German conflict have caused differing reactions in Germany. Although the various political developments of the time in question have been an important factor, an increasingly detached attitude has in the course of time led to a more unemotional approach. In this article the collection of essays ›*Reichsgründung 1870/1, Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen*‹

edited by Th. SCHIEDER and E. DEUERLEIN (1970) is regarded as a survey the authors of which have emancipated themselves from the limitations caused by the nationalistic approach to history. In his survey of this work SCHLAICH appreciates above all the straightforward manner of dealing with ›sticky‹ problems and concludes that structural-analytical research, which began in France, has proved in this field to be extremely fruitful.

Reinhard SCHIFFERS

REFERENDUM AND POPULAR INITIATIVE DURING THE WEIMAR REPUBLIC. THE PROBLEM OF THE RECEPTION AND TRANSFORMATION OF WESTERN DEMOCRATIC CONSTITUTIONAL INSTITUTIONS IN GERMANY

In view of the renewed interest in direct democracy, the author takes up former studies on plebiscitary phenomena during the Weimar Republic, starting with French publications by LE DANTEC (1932) and ANGELESCO (1933) which have escaped notice in Germany (part I).

»Demand for a plebiscite« and »plebiscite« in the Weimar constitution and in the constitutions of the German states are not identical with »initiative«, »referendum« respectively »plebiscite« (part II). The author explains this by historical conditions: plebiscitary phenomena were fully discussed in the Western world whereas only a small, mostly social democratic circle had dealt with them in Germany. People were not prepared sufficiently for the debate on the constitution in 1918/19 (part III).

Using the example of Baden where the first constitution was introduced the author refers to Swiss and American models as well as to other factors which favoured plebiscitary institutions (part IV). The Social Democrats were in favour of them on account of radical democratic ideas (and because of Western democratic origins of plebiscitary ideas, cf. part V), whereas the Liberals and the *Zentrum* Party were well-disposed to them on account of reservations towards the parliament. Julius Curtius, one of the authors of the constitution of Baden, to a great extent influenced the discussion on the Weimar constitution as far as the plebiscitary problem was concerned. On behalf of his parliamentary party, the Social Democrat Wilhelm Keil, followed a memorandum by Curtius, partly, word for word. This was observed already by ANGELESCO. But, as far as the important question of dissolving parliament by popular initiative was concerned, he went beyond Curtius's memorandum. Part V examines the different arguments put forward in favour of direct

democracy in 1918/19. The conservative effect of the referendum which was disputed by no political party was the reason why the referendum was endorsed by its principal opponents on the Right and used with discretion by its principal supporters on the Left. The introduction of the referendum did not mean full consent to the Weimar constitution but lack of confidence in the new political system. During the Weimar Republic, there were 60 attempts to initiate a referendum. Somewhat more than half of them in fact took place. But only one ended in a result desired by the movers.

Part VI analyses the changing attitudes of the political parties towards the referendum between 1919 and 1933. Apart from some attempts by the Right during the early years of the Weimar Republic to initiate a plebiscite, the referendum was used more often only towards the end of the Republic. As far as possible, it was initiated by the *Reichspräsident* (and not by the voters) in order to retain an upright conservatism and to show a governmental attitude. Part VII examines the direct as well as indirect results of a referendum. The plebiscite was by no means used by extreme political groups only. Between 1924 and 1928, there were also initiatives by the SPD or by middle class groups which were not aimed at destroying the Weimar Republic. After 1929, however, the referendum became a weapon of the extreme Right and Left.

Agreeing with FINER, the author finally stresses the close connexion between the problem of the referendum and the character of the actual political parties.

(Cf. the author's book just published: *Elemente direkter Demokratie im Weimarer Regierungssystem (= Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, Band 40)*, Düsseldorf [Droste] 1971)

Léopold GENICOT

COORDINATION OF RESEARCH IN THE FIELD OF MEDIEVAL HISTORY

Calling attention to the insufficiency of basic instruments for medieval research, the author invites his colleagues to co-ordinate their efforts, especially in the field of the utilization of computers.

Jürgen Voss

LACURNE DE SAINTE-PALAYE AND MEDIAEVAL STUDIES IN FRANCE DURING THE ENLIGHTENMENT

Apart from the studies undertaken by the Maurists, historical research in 18th century France has received little attention. A contribution has been made by L. GOSSMAN in his study of J. B. Lacurne de Sainte-Palaye and his mediaeval research in the »*Academie des Inscriptions et Belles Lettres*«. The results of GOSSMAN's work on Lacurne's environment, his historical work and his influence have been thoroughly analysed and some important details have been added. Particularly significant is the reference to Lacurne's work in the »*Cabinet de Chartes*« which was founded in 1762 and which became under Moreau's direction a leading institution concerned with the co-ordination of historical research.

Henri MICHEL

THE »COMITÉ FRANÇAIS D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE«

The »*Comité d'Histoire de la deuxième Guerre mondiale*«, a body of interministerial co-ordination, responsible for documentation, research and publications concerning the history of the Second World War, has so far accomplished the following aims:

- 1) the collection of documents (manuscripts, testimonies, pamphlets, books, photos, films, records, material objects),
- 2) the investigation of these documentary sources (bibliographies, statistics, chronological records, files, maps),
- 3) the publicizing of the results of this work by means of meetings and exhibitions.

In particular the *Comité* is concerned with enquiries into the »*résistance*«, deportation and prisoner-of-war conditions which are based on the evidence of tens of thousands of witnesses. Apart from its investigating cultural, military, economic and social aspects of the Second World War, the *Comité*, by its »*Revue d'Histoire de la deuxième Guerre mondiale*«, makes an important contribution to research into contemporary history. The same can be said of the bibliography given in this periodical. It is constantly brought up to date and in its subject matter is concerned with much more than just military history and the Second World War itself.

DEUTSCHE RÉSUMÉS

Martin HEINZELMANN

NEUE ASPEKTE DER BIOGRAPHISCHEN UND
HAGIOGRAPHISCHEN LITERATUR IN DER
LATEINISCHEN WELT (1.–6. JAHRHUNDERT)

Auf eine alte römische Tradition zurückgehend, hat die *laudatio funebris* eine wichtige Funktion in der römischen Gesellschaft ausgeübt. Diese zunächst meist private Leichenrede entwickelte sich bereits in der beginnenden Kaiserzeit zum wichtigen Bestandteil eines im ganzen Imperium verbreiteten Systems von Ehrungen, die hohen römischen Amtsträgern im Zusammenhang mit einem staatlichen Begräbnis zukamen. Sie hat nicht nur bei der Entwicklung der »neueren« suetonischen Biographie eine wahrscheinlich entscheidende Rolle gespielt, sie lebte namentlich auch im christlichen römischen Staate fort, denn die Sitte, politische bedeutende Persönlichkeiten nach ihrem Tode durch eine Biographie zu ehren, war tief im Bewußtsein der Gesellschaft des römischen Reiches verankert. Die direkte Erbin der noch im ausgehenden 4. Jahrhundert bekannten *laudatio funebris* wurde die Bischofsvita, deren Held den wachsenden Einfluß zum Ausdruck bringt, den die Bischöfe in den Provinzen ähnlich wie die hohen römischen Beamten, aus deren Dynastien sie häufig stammten, ausübten. Zwar läßt sich um 400 ein namentlich von der Asketenbiographie – die allerdings auch von sozial hochstehenden Schichten getragen wird – ausgehenden Impuls beobachten, aber im 5. und 6. Jahrhundert nimmt die Bischofsvita in Gallien einen überragenden, ja fast ausschließlichen Platz in der biographischen Gattung ein. Sie bildet in dieser Zeit die Formen aus, auf denen zahllose spätere hagiographisch-biographische Texte beruhen. Damit wird nicht nur der vorchristlich-römische, geradezu politisch-offizielle Ursprung einer christlichen Literaturgattung unterstrichen, es wird auch ein neuer Horizont zur angemessenen Interpretation zahlreicher hagiographischer Texte gewonnen. Die Fülle ebenso wie die Authentizität der in den Bischofsviten gegebenen Nachrichten zur Geschichte des 5. und 6. Jahrhunderts, aber auch der folgenden Jahrhunderte, kann damit in erhöhtem Maße über die Kirchen- und Kultgeschichte hinaus für die Forschung nutzbar gemacht werden.

Hubert MORDEK

DIE COLLECTIO VETUS GALLICA, DIE ÄLTESTE
SYSTEMATISCHE KANONESSAMMLUNG DES
FRÄNKISCHEN GALLIEN

Für die bisher unter dem irreführenden und unzutreffenden Namen »Collectio Andegavensis« geführte Sammlung von Konzilstexten, die der Verfasser als erste systematische Kirchenrechtssammlung des fränkischen Gallien bezeichnet, wird »Vetus Gallica« als neuer Name vorgeschlagen, die »Canones Augustodunenses«, nach denen die Entstehung des Textes bisher allgemein um das Jahr 670 nach Autun verlegt wurde, hält der Verfasser nicht zu der Urform der Sammlung gehörig, sondern glaubt vielmehr, daß diese alte Form bereits 626/7 den Konzilsvätern von Clichy vorgelegen habe. Aus einer Untersuchung der unmittelbaren Quellen der »Vetus Gallica« schließt der Verfasser, daß dem Autor der Sammlung die Texte gerade der Konzile von Lyon und Mâcon im Original vorgelegen haben müssen. Aufgrund dieser Tatsache, sowie des auffälligen Bestrebens des Autors der Sammlung, die Metropolitanstellung besonders hervorzuheben, wird Lyon um das Jahr 600 als Entstehungsort der »Vetus Gallica« angesehen und diese insbesondere dem bedeutenden Bischof Etherius zugewiesen, was dem besonderen Rang der Kirche zu Lyon in der zweiten Hälfte des sechsten Jahrhunderts entspricht.

Nach den folgenden Hauptredaktionen in Autun (wohl 670 unter Leodegar) und in Corbie (Anfang des 8. Jahrhunderts) verbreiten sich die Handschriften der Sammlung derart, daß sie sowohl durch ihre Verbreitung als auch durch ihre Wirkung als die wesentliche Collectio canonum des fränkischen Gallien bis ins neunte Jahrhundert angesehen werden darf.

Eugen EWIG

DAS PRIVILEG DES BISCHOFS BERTHEFRID VON AMIENS
FÜR CORBIE VON 664 UND DIE KLOSTERPOLITIK DER
KÖNIGIN BALTHILD

Das von Königin Balthild (+ c680) errichtete Männerkloster Corbie erhielt am 6. September 664 von Bischof Berthefrid von Amiens ein Privileg. Ein detailliert durchgeführter Formularvergleich (Protokoll, Dispositio, Eschatokoll) zwischen diesem Privileg und den Privilegien für Re-

bais, Saint-Pierre-le-Vif (Sens), Sithiu (Saint-Omer), Saint-Denis, Saint-Maur-des-Fossés, Sainte-Colombe (Sens) und dem Privilegien-Formular aus der Sammlung Markulfs erhellt nicht nur überlieferungsgeschichtliche Zusammenhänge, sondern erlaubt auch, daraus Schlüsse für die Klosterpolitik der Königin Balthild abzuleiten.

Der Formularvergleich gestattet die Scheidung der untersuchten Privilegien in drei Gruppen: 1) Rebais; 2) Saint-Maur, Sainte-Colombe (Sens); 3) Saint-Denis, Corbie, Sithiu und Saint-Pierre (Sens) und führt zu der Erkenntnis eines bei der dritten Privilegiengruppe vorauszusetzenden, gemeinsamen Grundformulars, das nicht auf ein *monasterium*, sondern auf eine *basilica* zielte, deren *congregatio* sich durch die Annahme der *regula mixta* als monastische Gemeinschaft konstituierte. Als überlieferungsgeschichtliche Basis für das Grundformular gibt sich das 655 von Bischof Landerich von Paris ausgestellte Privileg für Saint-Denis zu erkennen.

Die auf den monastischen Bereich zielende Aktivität der Königin Balthild führte nicht nur zur Gründung der Klöster Chelles und Corbie, sondern auch zu der mit *privilegium* und *emunitas* verbundenen Einführung des *sanctus regularis ordo* bei den *seniores basilicae*, die die darüber berichtende Vita Balthildis in der Reihenfolge ihrer Privilegierung aufzählt: Saint-Denis, Saint-Germain (Paris oder Auxerre), Saint-Médard (Soissons), Saint-Pierre-le-Vif (Sens), Saint-Aignan (Orléans) und Saint-Martin (Tours). Die kultisch-liturgisch, vornehmlich im Hinblick auf die Pflege des Totengedächtnisses motivierte Privilegierung der *seniores basilicae* – sie waren fast alle königliche Grabkirchen – blieb nicht auf diese beschränkt, sondern wurde auch auf Klöster übertragen, unter denen Corbie als eines der ersten zu nennen ist. Die Reaktion des Episkopats hatte ihre Ursache nicht so sehr in einer antimonastischen, vor allem gegen Luxeuil gerichteten Gesinnung, als vielmehr in der Erkenntnis der sich anbahnenden Entwicklung, die – indem sie die bischöflichen Rechte beschnitt – zur Herstellung eines unmittelbaren Verhältnisses zwischen dem König und den privilegierten *basilicae* und *monasteria* führen sollte.

KARL FERDINAND WERNER

DAS GEBURTSDATUM KARLS DES GROSSEN

Seit langem hat sich in der Forschung die Auffassung durchgesetzt, Karl der Große sei im Jahre 742 geboren. Während aber der Geburtstag des Herrschers, der 2. April, als gesichert angesehen werden kann, wie 1959

von GANSHOF dargetan wurde, erweist eine neue Überprüfung der Quellen, auf welch unsicheren Grundlagen das Jahresdatum »742« beruht. Die Äußerungen der Zeitgenossen von Karls Tod verraten nur, daß man zu diesem Zeitpunkt das genaue Geburtsjahr des Kaisers nicht kannte. Die Einträge in den Annalen zu »742« beruhen auf der irrigen Übernahme einer Angabe in Annalen des 8. Jahrhunderts, die zu diesem Jahr den Tod Karl Martells († 741) meldeten! Andererseits erweist sich das in einer Fassung der *Annales Petaviani* gegebene Geburtsjahr 747, vom Herausgeber der Annalen, PERTZ, als wertlose Interpolation gekennzeichnet, als Teil einer Reihe präziser Nachrichten über Angehörige der Familie König Karlmanns († 771), aufgezeichnet von einem Zeitgenossen Karlmanns und später in die Annalen gelangt. Das bisherige negative Urteil der Forschung beruhte vor allem auf der unzureichenden Edition von PERTZ, der die Handschriften nicht benutzt hatte.

Mit dem Geburtsjahr 747 fällt die Annahme einer unehelichen Geburt Karls des Großen, die von der modernen Forschung entwickelt worden war, da man geglaubt hat, Karl sei 742 geboren, seine Eltern jedoch erst 744, oder gar 749, vermählt. In Wahrheit wurde die Ehe 744 geschlossen, besondere Gebete zur Erlangung baldiger Nachkommenschaft durchgeführt (wodurch die Hypothese einer von der Kirche nicht gebilligten Verbindung ohnehin ausgeschlossen ist), bis dann am 2. April 747 mit Karl der erste Sohn geboren wurde, dem 751 Karlmann, 757 Gisela folgten. Diese Jahresdaten sind allein durch die erwähnte Fassung der *Annales Petaviani*, bzw. durch von ihr abhängige Quellen, überliefert.

Jürgen MIETHKE

ABAEULARDS STELLUNG ZUR KIRCHENREFORM EINE BIOGRAPHISCHE STUDIE

Ogleich es den Anschein hat, als fehle Abaelard ein innerer Bezug zu den Reformbewegungen seiner Zeit, läßt doch eine sorgfältige Überprüfung seines Lebensganges, namentlich seiner Tätigkeit als Abt in der Bretagne sowie als Beistand und geistlicher Berater Eloisas bei deren Tätigkeit als Äbtissin von Paraclet, Positionen erkennen, die Abaelard für die monastische Welt mit spürbarem Engagement entwickelt hat. Seine Auseinandersetzungen mit führenden Kirchenreformern der Zeit und seine kritische Distanz zu ihnen bedeuten also nicht Gleichgültigkeit gegenüber den alten Formen und neuen Möglichkeiten monastischer Existenz im 12. Jahrhundert. Diese Seite seines Wirkens, die also nicht nur

durch sein von Petrus Venerabilis geschildertes ruhig-erbauliches Ende repräsentiert wird, tritt neben die allerdings bedeutendere Wirksamkeit des Lehrers und Erneuerers. Im einzelnen arbeitet der Verfasser die Kritik an der (Pseudo-)dionysischen Tradition in Saint-Denis heraus, wie sie Abaelard im Anschluß an Beda entwickeln konnte, und weist den Versuch von Arno BORST zurück, unter den beiden von Abaelard ironisch apostrophierten »neuen Aposteln« andere Personen als Norbert von Xanten und Bernhard von Clairvaux in Vorschlag zu bringen. Eingehend wird im Zusammenhang mit Abaelards Abtszeit in Saint-Gildes de Rhuys die Situation der Klöster in der Bretagne des 12. Jahrhunderts erörtert.

Dietrich LOHRMANN

SAINT-GERMER-DE-FLY UND DAS ANGLO-NORMANNISCHE REICH

Durch ihre geographische Lage an der Grenze des kapetingischen Machtbereiches, den normannischen Festungen Gournay und Neufmarché unmittelbar gegenüber, gewann die Abtei Saint-Germer im 11.–12. Jh. politisch, militärisch und kulturell erhebliche Bedeutung. Der Aufsatz untersucht erstmals ihre Beziehungen zum englischen Königtum und zum anglo-normannischen Hochadel. Er stützt sich auf bisher unbekannte Texte, darunter 6 Urkunden der englischen Könige von Heinrich I. bis Johann ohne Land, 4 Urkunden der Earls Warenne, weitere der Herren von Briouze, Roumare und Gournay sowie ausgewählte Texte zur Wirtschafts- und Verwaltungsgeschichte der Abtei im 12.–13. Jh. Die Urkunden werden im Anhang ediert und ausführlich kommentiert. Ein besonderer Abschnitt gilt den politischen Predigten des Abtes Eustachius in England noch während der Endphase des Kampfes zwischen Philipp August und Johann ohne Land um die Normandie. Als Grenzdaten für die Bauzeit der stark von der normannischen Architektur beeinflussten Abteikirche ergeben sich die Jahre 1132–1206. Beigegeben sind Tafeln mit dem Autograph des wichtigsten Überlieferungszeugen, Dom J.-B. de Boulogne, ein Ausschnitt aus einer Karte der Diözese Rouen von 1715 sowie Photographien der Abteikirche und der an sie angebauten Sainte-Chapelle von ca. 1267.

Kaspar ELM

AUSBREITUNG, WIRKSAMKEIT UND ENDE DER
PROVENÇALISCHEN FRATRES DE POENITENTIA JESU
CHRISTI (SACKBRÜDER) IN DEUTSCHLAND UND DEN
NIEDERLANDEN. EIN BEITRAG ZUR KURIALEN
UND KONZILIAREN ORDENSPOLITIK DES
13. JAHRHUNDERTS

Die Niederlassungen der Sackbrüder, für Frankreich und England schon gut erfaßt, waren bisher für die übrigen Länder, namentlich Spanien, Italien und Mitteleuropa, weniger genau bekannt. Der Verfasser hat im ganzen Westen des einstigen Imperium von der Schweiz bis zu den Niederlanden zahlreiche Häuser des Ordens ermittelt. Die von Frankreich kommenden Sackbrüder haben sich vor allem in den größeren Städten bzw. in den Vororten niedergelassen, z. B. in Basel, Straßburg, Augsburg, Erfurt, Eßlingen, Köln, Lüttich, Utrecht, Middelburg, Biervliet, Brügge, Gent, Tournai, Brüssel. Fast überall wird das Wirken der Brüder – das vom Verfasser bis in die Einzelheiten verfolgt wird – bald beeinträchtigt: Der örtliche Klerus erzwingt Einschränkungen in der Ausübung des Priesteramts. Franziskaner und Dominikaner sahen in den Sackbrüdern unbequeme Konkurrenten. Der Einfluß der Bischöfe einerseits, der beiden großen Bettelorden andererseits, führt im Jahre 1274 zum Erlaß der Konstitution *Religionum diversitatem* des 2. Konzils von Lyon (VI. 3. 17). Unter dem Verdacht der Häresie – und in geringerem Umfang durch mächtige Protektion geschützt als andere Orden, die von dieser Konstitution ebenfalls betroffen waren – konnten die Sackbrüder nicht der Auflösung ihres Ordens und dem Verlust ihrer Güter entgehen.

Klaus MALETTKE

FRÜHE REFORMFORDERUNGEN UNTER LUDWIG XIV.
DER TRAKTAT »DE LA RÉFORME D'UN ÉTAT«
VON GÉRAULD DE CORDEMOY

War die erste Hälfte der Regierung Ludwigs XIV. noch ganz frei von oppositionellen Regungen, wie man lange angenommen hat? Der Verfasser verzeichnet abweichende Beobachtungen der jüngsten Forschung, Indizien für kritische Äußerungen aus den Jahren 1661–1685, und greift die wenig beachtete Anregung von G. THUILLIER (1960) auf, sich näher mit

einem Traktat des Gérauld de Cordemoy zu befassen. Herkunft (*Advocat au Parlement de Paris* wie sein Vater) und Wirkungskreis des Autors werden gekennzeichnet. Cordemoy trat vor allem als philosophischer Autor aus der Schule Descartes hervor und wurde Mitglied der Académie française. Unter den Freunden treten Claude Fleury und Bossuet hervor, unter den Gönnern der Grand Condé. Die Schrift von Cordemoy wählt die Form der Traumallegorie, die es erlaubt, den idealen, richtig organisierten Staat vorzuführen und in diesem Gewande mehr oder weniger deutlich Kritik am Bestehenden zu üben. Manches klingt utopisch, obgleich einiges später verwirklicht wurde. Cordemoy bleibt auf dem Boden des Absolutismus, den er aber vernunftgelenkt und jedem Mißbrauche abhold versteht. »Seine in der äußeren Form zurückhaltende Kritik galt nicht der Ausweitung der Kompetenz des absoluten Staates, sondern dem Finanz- und Besteuerungssystem, dem Militärwesen, den Kompetenzen der Minister..., der personellen Zusammensetzung und der Arbeitsweise der Behördenorganisation seiner Zeit.« Es gab also schon kritische Stimmen, und die spätere, bedeutendere Literatur in dieser Richtung hatte schon Wegbereiter. Der Verfasser betont die Notwendigkeit weiterer Recherchen in diesem Felde.

Peter Claus HARTMANN

LUXUSKÄUFE DES MÜNCHENER HOFES IN PARIS (1718–1727)

Der Autor versucht, für die Zeit von Dezember 1718 bis Mai 1727 folgende Fragen zu beantworten:

1) welche Produkte die Kurfürsten des damals fast rein agrarischen Bayern in Frankreich, das in der Entwicklung von Manufakturen und Spezialhandwerksbetrieben relativ weit fortgeschritten war, kaufen ließen; 2) wie und zu welchem Preis die Güter erworben wurden und 3) wie hoch diese Käufe im Verhältnis zu den von Frankreich erhaltenen Subsidien waren, inwieweit die Gelder also in die französische Wirtschaft zurückflossen.

Wie die Quellen zeigen, bezog der Münchener Hof in Paris vor allem folgende Luxus- und Manufakturprodukte: Dekorationsstoffe, Kleidungsartikel und Perücken, Parfümeriewaren, Uhren, Waffen, Musikinstrumente, Bilder, Gold- und Silberwaren, Juwelen, Möbel, Marmorkamine, Wandteppiche, Medikamente, Karossen.

In der untersuchten Zeit waren die Erwerbungen des Münchener Hofes

in Paris für ca. 1.577.470 l. Frankreich zahlte in diesen Jahren 4.082.117 l. Subsidien an Bayern, so daß die Käufe ca. 39% der Hilfgelder ausmachten. Rechnet man aber die anderen Ausgaben des Kurfürsten in Frankreich dazu, wie geheime Ausgaben, Pensionen, Gratifikationen, Gehälter für die bayerischen Beamten, und berücksichtigt man außerdem die Bezahlung von Schulden für frühere Käufe, so betrug die kurfürstlichen Ausgaben dort in den betreffenden Jahren sogar 6.289.324 l. 8 s. Sie überstiegen somit die Einnahmen durch die französischen Subsidien in derselben Zeit um 2.197.200 l.

Peter FRIEDEMANN

NEUES ZUR BIOGRAPHIE MABLYS:
SEINE »MATERIELLEN VERHÄLTNISSE«

Im Rahmen einer Vorstudie zu einer Biographie Mablys beschäftigt sich der Autor mit dessen Vermögensverhältnissen anhand dreier bislang unberücksichtigt gebliebener Dokumente aus dem Minutier Central der Archives nationales, dem Testament, dem *Inventaire après décès* und dem *Résultat de vente*. Mably stammte aus einer sehr wohlhabenden Familie. Seine Einkünfte beliefen sich in seinen besten Zeiten auf 6100 liv. (600 liv. aus einer vom Vater eingerichteten Rente, 1500 liv. aus einer weiteren Rente, 4000 liv. aus einer ihm von Mme d'Enville ausgesetzten Rente). Trotz dieses guten Einkommens lebte er jedoch in relativ bescheidenen Verhältnissen. Sein Nachlaß belief sich nach Abzug der ausstehenden Rechnungen und Schulden von 2134 liv. auf nur 5517 liv. 15 s. 7 d. Der Autor ordnet ihn deshalb in die unteren Vermögensgruppen etwa der kleineren Kaufleute und Handwerker ein. Rückschlüsse vom finanziellen Niveau auf sein Sozialverhalten scheinen nicht möglich, da er Kontakte zu hohen Adeligen, Finanziers, Staatsmännern etc. unterhielt, schließlich auch in der Kirche St-Roch, die Personen der führenden Schichten vorbehalten war, beerdigt wurde. Mably besaß keine sehr bedeutende Bibliothek (680 Bände). Soweit Buchtitel genannt sind, läßt sich ein starkes Interesse an der Antike und an historischen Arbeiten erkennen.

Fernand L'HUILLIER

BEOBACHTUNGEN ZUM THEMA »NAPOLEON UND DIE VÖLKER EUROPAS«, NACH DER KAISERLICHEN KORRESPONDENZ

Napoleon hegte den Menschen gegenüber keine Illusionen. Er war der Auffassung, daß man die Liebe der Völker nicht durch Schmeichelei erwerbe, vielmehr müsse man sich als ihr »Herr« zeigen. Die öffentliche Meinung wurde von ihm gründlich verachtet. Als aufgeklärter Despot wünschte er durch eine gute Verwaltung für das Glück seiner Völker zu sorgen. Ein einheitliches Urteil Napoleons über die seiner Herrschaft unterworfenen Völker ist nicht feststellbar. Die Meinung variiert, sie war rein subjektiv und stand im engsten Zusammenhang mit dem Moment. Lob und Tadel wurden den jeweiligen Bedürfnissen und den Stimmungen des Tages angepaßt.

Karl-Georg FABER

DIE RHEINLÄNDER UND NAPOLEON

Bis zum 18. Brumaire ist das Echo auf die Siege des jungen Generals Bonaparte im Rheinland zwiespältig gewesen. Der Staatsstreich leitete eine neue Entwicklung im Verhältnis der Bevölkerung zu Napoleon ein. Es entstand eine undurchsichtige, bis zum Ende der französischen Herrschaft dauernde Konstellation. Offiziell wurde der staatliche Napoleonkult auf dem Hintergrund einer relativen Zufriedenheit und politischen Indolenz der Bevölkerung gepflegt. Das Besitzbürgertum hat sich übrigens dem Kaiser gegenüber äußerst loyal verhalten, ja diese Schicht bildete geradezu den sozialen Rückhalt für das System. Oppositionellen Regungen bot sich nur eine geringe Chance. Das kaiserliche Regime ist bis 1814 wegen seiner geschickten Anpassung an die geistigen und materiellen Bedürfnisse weiter Bevölkerungsteile zu keiner Zeit in Frage gestellt worden. Der Widerstand gegen die Franzosen am Rhein war vor 1800 heftiger als danach. Die liberale Napoleonlegende stammt erst aus der Zeit nach 1814. Zunächst machten der preußischen Regierung die positiven Reminiszenzen der Napoleonzeit zu schaffen. Erst die nationale Entwicklung nach 1840 nahm der Legende die eigentliche Sinngebung.

Pierre-Paul SAGAVE

EIN PREUSSISCHER OFFIZIER ALS BEWUNDERER
 NAPOLEONS: A. H. D. VON BÜLOW

A.H.D. von Bülow stammte aus einem uradeligen norddeutschen Geschlecht. Er widmete sich der Familientradition folgend der militärischen Laufbahn, geriet aber früh in Widerspruch zu den gewachsenen Autoritäten. Ein unwiderstehlicher Drang zum Abenteuerum führte ihn in der Welt herum. Erfolglos versuchte er sich in verschiedenen Berufen. Nach Preußen zurückgekehrt, machte er sich als Militärschriftsteller einen Namen. Doch der Versuch, seine neuartigen strategischen und taktischen Auffassungen zur Geltung zu bringen, scheiterte, ebenso das Bemühen um Wiederaufnahme in die Armee. In den Jahren vor 1806 vertrat Bülow in Wort und Schrift in Berlin ausgesprochen frankophile Tendenzen und gebärdete sich als nahezu bedingungsloser Bewunderer Napoleons. Sein Anliegen bestand darin, Preußen auf die Seite Napoleons zu führen. Bülows Veröffentlichungen erfreuten sich bei denen, die sich in der Opposition zu dem offiziellen Preußen befanden, der Zustimmung. Er galt als eine Art »Frondeur«. Die öffentliche Meinung in Berlin, die sich später von der Niederlage von 1806 wenig beeindruckt zeigte, ist erheblich von ihm beeinflusst worden. Er selbst wurde ein indirektes Opfer der Katastrophe.

Karl HAMMER

GRAF SCHLABRENDORFF, EIN DEUTSCHER KRITIKER
 NAPOLEONS UND SEINER HERRSCHAFT

Schlabrendorff lebte seit 1790 in Paris, wo er ein aufmerksamer Beobachter der Revolution gewesen ist, ohne aber an den Vorgängen aktiven Anteil zu nehmen. Jedes andere Verhalten hätte seiner kontemplativ angelegten Natur widersprochen. Obwohl vollkommen zurückgezogen lebend, war er nicht ohne Einfluß. Seine Kenntnis der Vorgänge vor, in und hinter den Kulissen war einzigartig. An einem Wendepunkt der historischen Entwicklung, an der Wende vom Konsulat zum Empire schrieb er sein einziges größeres Werk: »Napoleon Bonaparte und das französische Volk unter seinem Konsulate«. Das von Schlabrendorff entworfene Bild zeigt Napoleon als eine Herrschernatur mit allen Gaben und Zeichen des Herrn, dessen einzige Leidenschaft die Macht ist, von der er skrupellos

Gebrauch macht. Frankreich ist unter seiner Führung zu einem Polizeistaat herabgesunken und in einen schlimmeren Zustand willkürlicher Despotie geraten als vor der Revolution. Schlabrendorff sah instinktiv die Dynamik des expansiven Cäsarismus voraus. Politisches Raisonement verband sich bei ihm mit moralischer Abscheu. Seine Folgerung lautete: Napoleon Bonaparte hat Frankreich seiner Herrschaft unterworfen, bevor er sich Europas bemächtigen wird.

Jean VIDALENC

DIE »HANSEATISCHEN DEPARTEMENTS« UNTER DER NAPOLEONISCHEN VERWALTUNG

Die meisten der Beamten, die für die Verwaltung der von Frankreich annektierten hanseatischen Gebiete ausersehen waren, besaßen erst seit kurzer Zeit die französische Staatsbürgerschaft. Ohne Berufserfahrung waren sie auch ohne Kenntnis von Land, Leuten und Sprache. Nur die niederen Beamten wurden aus dem Lande rekrutiert. Dagegen wurde den einheimischen Notabeln ein nicht unbedeutender Einfluß eingeräumt. Solange Friede herrschte, sicherte die politische Gleichgültigkeit der Bevölkerung einen ziemlich reibungslosen Ablauf der Verwaltung, obwohl die Veränderungen von den Betroffenen offenkundig nicht gerade geschätzt wurden. Die Einführung der neuen Gesetzgebung brachte nämlich trotz mancherlei Vorteil erhebliche Nachteile mit sich. Die Integration in das Kaiserreich wurde mit schweren neuen Lasten bezahlt. Außerdem mußte die Bevölkerung von dem Gehaben der kaiserlichen Verwaltung keinen guten Eindruck gewinnen. Der Sympathieverlust in der öffentlichen Meinung stand in engem Zusammenhang mit dem Niedergang der militärischen Herrschaft. Rasch machten sich dieselben Zersetzungserscheinungen wie an anderen Orten bemerkbar; schließlich zeigte sich sogar offene Feindschaft gegen das napoleonische Regime.

Jean MISTLER

HAMBURG UNTER FRANZÖSISCHER HERRSCHAFT.
BEOBACHTUNGEN ZUR GESCHICHTE DER
KONTINENTALSPERRE

Der Verfasser befaßt sich mit dem Problem der Auswirkung der Kontinental Sperre und deren Folgen in den Hansestädten. Anhand zeitgenössischer Zeugnisse wird verfolgt, welche Formen der Kampf zwischen See- und Landmacht angenommen hat: Kleinkrieg zwischen Freihandel und Planwirtschaft, zwischen Schmuggel und Zoll. Die Mitteilungen bieten für die psychologische Seite der Auseinandersetzung reiche Aufschlüsse.

Nach Jena sind die Hansestädte militärischer Besatzung unterworfen. Nur geraume Zeit bewahren sie aber ihre verwaltungsmäßige Selbständigkeit. Die politischen Aktionsmöglichkeiten des französischen Gesandten sind begrenzt, dagegen liefern die Handelsbeziehungen immer noch wertvolle Informationen, von denen man »profitieren« konnte. Die Kontinental sperre bietet der Korruption eine weite Skala. Kriegsgewinnlern waren Tür und Tor geöffnet; an der Spitze der kaiserliche Gesandte Bourrienne. Zweifellos waren nicht alle Vertreter der Besatzungsmacht zu fragwürdigen Machenschaften bereit.

Die Ausführungen weisen auf bestimmte Aspekte der französischen Herrschaft hin. Ihr Ausgang trägt die Kennzeichen der meisten Besatzungszeiten: Verwirrung, moralischer Verfall, Zersetzungerscheinungen, Hoffnungslosigkeit – die Befreier werden mit Begeisterung begrüßt.

Michel BRUGUIÈRE

BEMERKUNGEN ÜBER FINANZIELLE VERBINDUNGEN
ZWISCHEN NORDDEUTSCHLAND UND FRANKREICH
WAHREND DER KAISERZEIT: HAMBURG UND DIE
FRIEDENSPARTEI (1806–1810)

In den Hansestädten wurden internationale Bankgeschäfte und Geldoperationen abgewickelt, politische Verbindungen angesponnen oder sogar geknüpft. Hamburg war eine Art Barometer der wirtschaftlichen, finanziellen und politischen Lage in Europa, ein Informationszentrum einziger Art, wo man oft eher Nachrichten von großer Tragweite erhielt als in Berlin, in St. Petersburg oder in Wien. Die Engländer verfügten in Hamburg über die Möglichkeit, Geld vom kontinentalen Markt abzuziehen,

rasch und einschneidend den Zinsfuß zu verändern. Die Schwankungen der Hamburger Börse wurden aufmerksam von aller Welt verfolgt.

Für Freunde ebenso wie für Gegner Napoleons war die Hansestadt lange Zeit der geeignete Treffpunkt. Die meisten Mitglieder der Provisorischen Regierung von 1814 haben sich in Hamburg zu irgendeiner Zeit aufgehalten. Friedensfühler in Richtung nach England sind sicherlich verschiedentlich von Hamburg ausgegangen. Napoleon sind diese Mächtschaften seiner Gegner nicht ganz unbekannt geblieben. Die Annexion der Hansestädte hat dann die Situation vollständig verändert.

Reinhard PATEMANN

DIE BEZIEHUNGEN BREMENS ZU FRANKREICH BIS ZUM ENDE DER FRANZÖSISCHEN HERRSCHAFT 1813

Handel zwischen Bremen und Frankreich gab es seit dem Ende des 13. Jahrhunderts; seit dem Ende des 14. Jahrhunderts ist er urkundlich nachweisbar. Das Haupthandelsgut bestand zunächst aus Salz. Krisen sind den Wirtschaftsbeziehungen in den einzelnen Zeitaltern nicht erspart geblieben. Von französischer Seite ist zu verschiedenen Zeiten der Versuch unternommen worden, die Handelsverbindungen auch politischen und finanziellen Zwecken nutzbar zu machen. Die von Frankreich geführten zahlreichen Kriege, vor allem während der Regierung Ludwigs XIV., haben den bremischen Handel nachträglich in Mitleidenschaft gezogen. Die Hansestadt versuchte dann, sich durch besondere Handelsverträge mit Frankreich abzuschützen. Infolge der Vertreibung der Hugenotten gab es eine bedeutende französische Kolonie in Bremen. Das 18. Jahrhundert kann geradezu als das goldene Zeitalter der Wirtschaftsbeziehungen zu Frankreich bezeichnet werden. Damals bezog sich der Handel vornehmlich auf Bordeaux-Wein und Kolonialwaren. Der Ausbruch der Revolution brachte zunächst einen Aufschwung, da Frankreich neutraler Umschlagplätze für Wirtschaftsgüter bedürftig war. Die öffentliche Meinung in Bremen war insofern zunächst den neuen Machthabern in Frankreich aus der Distanz recht wohlgesonnen. In der Folge kam man des öfteren in bedrängte Lage und mußte sehen, zwischen den Parteien seine Interessen und die Neutralität schlecht und recht zu wahren. Nach 1806 lähmte die Kontinentalsperre nahezu vollständig den Überseehandel. Die Unterhaltskosten für die Besatzung lasteten schwer auf der Stadt. Die 1810 erfolgte Annexion brachte das Ende der sozialen und politischen Ordnung; Bremen wurde dem Empire eingegliedert, ohne daß es zu Unruhen gekommen

wäre. Die Bevölkerung gab sich zwar nicht gerade frankophil. Erst nach dem Feldzug in Rußland begann es zu gären; der Abzug der französischen Truppen nach der Schlacht bei Leipzig wurde mit Erleichterung und Genugtuung begrüßt.

Roger DUFRAISSE

DAS SCHMUGGELWESEN IN DEN LINKSRHEINISCHEN DEPARTEMENTS IM NAPOLEONISCHEN ZEITALTER

Die französische Zollgesetzgebung zerstörte althergebrachte wirtschaftliche Verbindungen, wie sie z. B. früher zwischen den beiderseits des Rheins gelegenen deutschen Staaten bestanden haben. Der Schmuggel versuchte diesen Bruch schlecht und recht auszugleichen. Kolonialprodukte waren der Hauptgegenstand der Zölle. Zuzüglich ist zu sagen, daß viele englische Waren über Nordwestdeutschland den Kontinent erreichten und dann von dort aus versucht wurde, sie in das Empire zu verschieben. Die vorhandene Dokumentation erlaubt keine genauen Aussagen über die Ausweitung, den Rhythmus, die Erfolge des Schmuggelwesens. Die Zöllner des Kaisers waren nicht in der Lage, mit dem Schleichhandel fertig zu werden, da die industrielle Entwicklung des Kaiserreiches und die Ohnmacht der französischen Flotte die Beweggründe, d. h. wirtschaftliche Spannung und Profitsucht, nicht beseitigen konnten. Der Schmuggel war ein notwendiges und unvermeidliches Übel.

Die Ausführungen schöpfen den reichen Bestand der F⁷ Serie der Archives Nationales in Paris aus.

Louis BERGERON

BEMERKUNGEN ÜBER DIE BEDINGUNGEN DER INDUSTRIELLEN ENTWICKLUNG IN WESTEUROPA IM NAPOLEONISCHEN ZEITALTER

Die französische Politik und die Kriegereignisse des napoleonischen Zeitalters haben den Raum diesseits und jenseits des Rheines auch wirtschaftlich zwangsläufig umgestaltet. Das gesamte Wirtschaftswesen ist zunächst vorübergehend erschüttert worden. Andererseits haben diese Ereignisse die weitere Entwicklung industrieller Unternehmungen begün-

stigt. Die von Napoleon im deutschen Raum erzwungenen territorialen Veränderungen haben zweifellos eine glückliche Wirkung auf das Wachstum dauerhafter politischer und wirtschaftlicher Einheiten ausgeübt. Es kam zunächst zu einer für die Entwicklung der industriellen Revolution in den deutschen Staaten unentbehrlichen Schaffung von Binnenmärkten. Ferner waren die einzelnen Staaten veranlaßt, zu einer Vereinheitlichung ihrer inneren Zollsysteme zu kommen. Deutschland ist also, wenn auch noch nicht vollkommen, auf dem Wege zu einer wirtschaftlichen Einheit vorangekommen, die aber noch längst nicht vergleichbar mit dem französischen Großraummarkt und seinem italienischen Anhängsel war. Die Vorgeschichte des unter anderer Führung sich ausbreitenden »Zollvereins« ist hier zu suchen. Frankreichs Einfluß bis 1814 hat letzten Endes dazu beigetragen, daß der institutionelle und wirtschaftliche Rückstand der deutschen Gebiete erheblich verringert wurde.

Jean TULARD

SIMÉON UND DIE ORGANISATION DES KÖNIGREICHES WESTFALEN 1807–1813

Siméon war in der revolutionären Ära Parteigänger eines gemäßigten Liberalismus, was ihm Verfolgung einbrachte. Unter dem Konsulat trat er für eine konstitutionelle Monarchie ein, er gab gelegentlich Zeichen von Unabhängigkeit, was ihn aber nicht hinderte, sich Napoleon bedingungslos anzuschließen. Der Mitarbeiter am Code Civil war der Typ des hohen geschmeidigen Verwaltungsbeamten und ein ideales Instrument des Kaisers für die Organisation des westfälischen Königreiches. Siméons Aufgabe in Westfalen bestand zunächst in dem Aufbau der Verwaltung nach französischem Muster; größere Schwierigkeiten ergaben sich nicht. Der Verwaltungsorganisation folgte die Neugliederung der religiösen und gesellschaftlichen Verhältnisse. Die Reformen wurden hinausgeschoben, da ihre Durchführung auf Gegnerschaft, vornehmlich beim Adel, stieß. Anschließend bemühte sich Siméon als Justizminister um die Einführung des Code Civil. Alle Reformen sollten sklavisch dem französischen Muster nachgebildet werden. Nach und nach erhob sich überall erheblicher Widerstand. An eine Umgehung der strikten kaiserlichen Befehle war nicht zu denken; auch zeigte Siméon geringes Geschick bei ihrer Ausführung. Bei Ausbruch des französisch-russischen Krieges war das Reformwerk noch längst nicht abgeschlossen. Ein Kompetenzstreit führte zum Konflikt mit der Königin-Regentin. Die alarmierende und sonstige Lage veranlaßte den Minister,

sich noch vor dem Zusammenbruch von 1813 rechtzeitig nach Frankreich abzusetzen. Seine Laufbahn ging weiter. Er war noch der Restauration und auch der Julimonarchie ein ergebener Diener.

Eberhard WEIS

DER EINFLUSS DER FRANZÖSISCHEN REVOLUTION
UND DES EMPIRE AUF DIE REFORMEN IN DEN
SÜDDEUTSCHEN STAATEN

Die Verfassungsreformen in den süddeutschen Staaten haben um die Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert eingesetzt. Sie waren das Werk der jeweiligen Regierungen. Die Erwerbung zahlreicher, heterogener neuer Gebiete seit 1803, der Zwang, Finanzen und Armee leistungsfähig zu machen und schließlich die Furcht vor einem Eingreifen Napoleons in die inneren Angelegenheiten veranlaßten die institutionellen Maßnahmen. Bayern und Württemberg hatten aber erst nach 1806 völlig freie Hand zur Beseitigung der alten Ständeversfassungen, die ein Hindernis für jede Reform bildeten. In Baden, das keine Stände besaß, wurden die Neuerungen schon früher eingeleitet. In den Jahren 1806–1810 vollzog sich die grundlegende Neuorganisation der süddeutschen Staaten, wobei das Vorbild des Empire eine entscheidende Rolle spielte. Die französischen Institutionen wurden jedoch nicht sklavisch kopiert. Die Hauptergebnisse der Reformen der napoleonischen Ära in den süddeutschen Staaten waren die Gleichheit vor dem Gesetz, die Gleichheit der Steuerpflicht, die allgemeine Wehrpflicht, die Toleranz, die Humanisierung des Strafrechts, die Brechung der Macht der Zünfte, eine relative Gewerbefreiheit, die Schaffung eines modernen, auf Leistung gegründeten Beamtentums ohne Sinekuren und Erbllichkeit der Ämter, die Beseitigung der inneren Zollschranken, die Vereinheitlichung der Maße, Münzen und Gewichte, die Förderung des Bergbaues und der Frühindustrie, des Gesundheitswesens, der Landesvermessung, der Naturwissenschaften, der Akademien, Universitäten und Schulen, des Straßen- und Brückenbaues. Alle Reformen in Süddeutschland stellten eine Synthese aus französischen Anregungen und schöpferischer eigener Erneuerungsarbeit dar, in der sich Einflüsse des Absolutismus, der einheimischen Verwaltungstradition, der Aufklärung, der Revolution, des Empire und des Neuhumanismus in verschiedener Weise mischten, je nach den Persönlichkeiten der führenden Staatsmänner und den Gegebenheiten des jeweiligen Landes. Napoleon spielte dabei die Rolle des Katalysators. Seine drohende Gegenwart beschleunigte den

Prozeß der Reformen in Süddeutschland entscheidend, aber zugleich gelang es Bayern und Württemberg in erstaunlichem Maße, sich gegen direkte Eingriffe in ihren neuen Staatsbau zu behaupten und alle Pläne Napoleons, den Rheinbund auf Kosten seiner Einzelstaaten stärker zu machen, zu vereiteln. Die Lebenskraft der Errungenschaften der napoleonischen Ära erwies sich nach dem Sturz des Kaiserreiches.

Manfred BOTZENHART

METTERNICH UND NAPOLEON

Metternich ist von seiner ersten Begegnung mit Napoleon an von dieser einzigartigen Persönlichkeit fasziniert gewesen. Napoleon inkarnierte damals für ihn die siegreiche Revolution und sein Sieg bei Austerlitz war ihm geradezu gleichbedeutend mit dem Ende der politischen und sozialen Ordnung des alten Europa. Während der Pariser Botschafterzeit änderte sich das Urteil: Napoleon wird zum Besieger der Revolution und zum Organisator eines neuen Frankreich. Metternich war dennoch der Überzeugung, daß die Existenz eines jeden europäischen Staates durch die Politik des Kaisers bedroht sei. Jedoch hegte er lange die Hoffnung, daß Napoleon eines Tages in vernünftige Bahnen lenken würde. Diesen Moment abzuwarten, war das eigentliche Ziel der eigenen Friedens- und Verständigungspolitik. Erst als keine Aussicht mehr auf einen friedlichen Kurs der Politik Napoleons bestand, gab er den Kaiser preis. Wenn Metternich im Kampf gegen die Revolution den Sinn seines Lebens sah, so ist zu sagen, daß sein System ihrer Überwindung geradezu als Antithese zu dem napoleonischen Versuch ihrer Kanalisierung zu sehen ist.

Rainer WOHLFEIL

NAPOLEON UND SPANIEN

Spanien befand sich bereits vor Kriegsbeginn in der Rolle eines napoleonischen Satellitenstaates. Die Schaukelpolitik des »Friedensfürsten« erwies sich als eine Fehlspekulation; Spanien geriet erst recht in den französischen Herrschaftsbereich. Die Auseinandersetzungen in der königlichen Familie schienen die Anzeichen für eine Auflösung der bourbonischen Monarchie zu sein. Seit Herbst 1807 war Napoleon nicht mehr gewillt,

sich nur mit der indirekten Beherrschung Spaniens zu bescheiden. Ferner war Vorsorge vor einer drohenden englischen Invasion zu treffen und das spanisch-amerikanische Wirtschaftspotential sollte Frankreich voll zur Verfügung stehen. Zunächst verlief alles ganz planmäßig, aber rasch schlitterte der Kaiser in einen unseligen Krieg hinein. Für Napoleon bedeutete der Unabhängigkeitskrieg gesetzwidriger Aufstand gegen eine legale Regierung. Die Motive, die die Spanier in den Krieg trieben, blieben ihm verschlossen. Napoleon fühlte sich niemals an die von ihm inaugurierte Verfassung von 1808 gebunden. Er wandelte sie laufend seinen Bedürfnissen entsprechend um, trat schließlich als Eroberer auf und handelte als Usurpator der Krone Spaniens. Seine Einmischung in die inneren Angelegenheiten des Landes gefährdeten ständig die Chance einer dauernden Verankerung des Königtums seines Bruders Joseph. Dieser lebte unaufhörlich in der Konfliktsituation, als Bruder des Kaisers zu handeln oder die Interessen seines Landes zu vertreten. Er war von da an verloren, als er nach dem Abzug des Kaisers als dessen Generalleutnant und damit als Franzose handelte. Für die Unabhängigkeit und Integrität seines Landes konnte er nicht mehr eintreten; er regierte als eine Art französischer Prokonsul. Die eigentliche Gewalt lag bei den französischen Militärbefehlshabern, die wie Vizekönige auftraten. Schließlich wurde auch die territoriale Integrität Spaniens nicht mehr gewahrt. Dem Königtum Josephs war seine ideelle Rechtfertigung und damit die Grundlage entzogen.

Bruno FOUCART

ANZIEHUNGSKRAFT UND RÜCKWIRKUNG IN DEN
KÜNSTLERISCHEN BEZIEHUNGEN ZWISCHEN
DEUTSCHLAND UND FRANKREICH IN DER ZEIT VON
1800 BIS 1815: DIE VERBREITUNG DES EMPIRESTILS;
DIE RÜCKKEHR ZUR KUNST DES MITTELALTERS

Untersuchungen über die künstlerischen Beziehungen zwischen Frankreich und Deutschland in der Zeit von 1800 bis 1815 sind nicht vorhanden. Die Gründe dafür liegen in den weitgehend national ausgerichteten Anschauungen der kunsthistorischen Schulen.

Die Studie beschränkt sich zunächst auf ein Gebiet, auf dem sich ganz offenbar ein französischer Einfluß in Deutschland bemerkbar macht, und zwar in der Verbreitung des Empirestils in der dekorativen Kunst. Zahlreiche Wohnräume, besonders die fürstlicher Personen, sind in der Zeit

von 1800 bis 1815 im Empirestil pariserischer Herkunft eingerichtet worden. Dennoch steht dieser Aufschwung nicht allein im Zusammenhang mit der französischen Herrschaft. Meist handelt es sich um dem Pariser Geschmack folgende Lokalarbeiten, deren Qualität den Mustern aus der Metropole nicht nachsteht. Das deutsche Gebrauchsmöbel der Zeit ist dagegen von der Empiremode wenig berührt worden.

Klassizismus und Romantik waren die beiden großen künstlerischen Pole des 19. Jahrhunderts. In jedem Lande fanden sie im Zusammenhang mit der geschichtlichen Situation ihre besondere Ausprägung. Die Ereignisse von 1800 bis 1815 haben sich zweifellos auf die deutsche Romantik ausgewirkt. In Deutschland haben sie das Bewußtwerden der bereits früher auflebenden Neigung zur Gotik als einer nationalen Kunst gewaltig vertieft. In Frankreich dagegen hat die romantische Bewegung erst nach 1830 eingesetzt.

Heinz Wolf SCHLAICH

DIE REICHSGRÜNDUNG 1870/71 UND DIE
DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN BEZIEHUNGEN.
BEMERKUNGEN ZU EINER WICHTIGEN
NEUERSCHEINUNG

Die Reichsgründung von 1870/71 und der damit im Zusammenhang stehende deutsch-französische Krieg haben in Deutschland unterschiedliche Würdigungen gefunden. Die jeweilige politische Entwicklung spielte dabei eine Rolle, doch setzt sich mit zunehmendem zeitlichen Abstand eine nüchternere Betrachtung durch.

Der Artikel behandelt den von Th. SCHIEDER und E. DEUERLEIN 1970 herausgegebenen Sammelband »Reichsgründung 1870/71, Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen«, als eine Bestandsaufnahme, deren Autoren sich aus der Verengung nationaler Geschichtsschreibung gelöst haben. Schlaich sieht bei seinem Überblick über die Beiträge ein besonderes Verdienst des Buches in der Sachlichkeit, mit der »heiße Eisen« angepackt werden, und kommt zu dem Urteil, daß die strukturanalytische Forschung, die ihren Ausgang in Frankreich nahm, sich hier äußerst fruchtbar erweist.

Reinhard SCHIFFERS

REFERENDUM UND VOLKSINITIATIVE IN DER
WEIMARER REPUBLIK. ZUM PROBLEM DER AUFNAHME
UND UMWANDLUNG VON VERFASSUNGS-
EINRICHTUNGEN DER WESTLICHEN DEMOKRATIEN
IN DEUTSCHLAND

Angesichts des erneut erwachten Interesses an »direkter Demokratie« greift der Vf. die Untersuchung der plebiszitären Erscheinungen in der Weimarer Republik wieder auf und geht dabei von den in Deutschland unbeachtet gebliebenen französischen Arbeiten von LE DANTEC (1932) und ANGELESCO (1933) aus (Abschnitt I).

Er zeigt, daß sich »Volksbegehren« und »Volksentscheid« der Weimarer Verfassung wie der Länderverfassungen nicht voll mit den Begriffen »Initiative«, »Referendum« bzw. »Plebiszit« decken (Abschnitt II). Er erklärt dies aus den historischen Voraussetzungen: Plebiszitäre Momente waren im Westen Gegenstand ausgedehnter Diskussionen gewesen, während sich in Deutschland nur ein kleiner, vorwiegend sozialdemokratischer Personenkreis mit ihnen beschäftigt hatte. Für die Verfassungsdiskussion von 1918/19 war man nicht hinreichend gerüstet (Abschnitt III).

Am Beispiel Badens, das die früheste aller Länderverfassungen verabschiedete, zeigt Vf. das dort wirksam werdende schweizerische und amerikanische Vorbild, aber auch die verschiedenen Motive, die zur Begünstigung plebiszitärer Einrichtungen führen konnten (Abschnitt IV). Die Sozialdemokraten waren ihnen aus radikaldemokratischen Vorstellungen (und wegen ihrer Herkunft aus authentischen Demokratien, deren Vorbild betont wurde, vgl. Abschnitt V) gewogen, die Liberalen und das Zentrum eher aus Reserve gegenüber dem Parlament. Der wichtigste Mitschöpfer der badischen Lösung, Julius CURTIUS, hat die Diskussion der Weimarer Verfassung in diesem Punkte maßgeblich beeinflusst, der Sozialdemokrat Wilhelm KEIL hat sich namens seiner Fraktion weitgehend, z. T. wörtlich, an die Denkschrift CURTIUS' für die badische Verfassung angelehnt, was schon ANGELESCO beobachtet hat. Er ging aber in dem wichtigen Punkt der Auflösung des Parlaments durch Volksinitiative noch über diesen hinaus. Abschnitt V untersucht die verschiedenen Argumente, die 1918/19 für die Einführung direkter Demokratie vorgebracht wurden. Die Verschränkung der Motive wird dabei beobachtet: »Die von keiner Partei bestrittene konservative Wirkung des Referendums trug dazu bei, das es von seinen prinzipiellen Gegnern (der Rechten) befürwortet und von seinen grundsätzlichen Anhängern (der Linken) mit Vorsicht betrachtet wurde.« »Seine Einführung war weniger ein Ja zum Weimarer Regie-

rungssystem... als vielmehr ein Ausdruck mangelnden Vertrauens in das neue System.« Es gab in der Geschichte der Weimarer Republik 60 Versuche zur Einleitung eines Referendums, etwas mehr als die Hälfte kam tatsächlich zustande, aber ein einziges hatte den von den Antragstellern erstrebten Erfolg!

Im Abschnitt VI werden die Veränderungen im Verhältnis der Parteien zum Referendum von 1919 bis 1933 verfolgt. Abgesehen von einigen Versuchen in der frühen Zeit, das Instrument des Referendums für die Rechte zu nutzen, wurde es erst gegen Ende der Republik häufiger eingesetzt, aber auch dann möglichst über den Reichspräsidenten (nicht über Volksinitiative), um den konservativ-gouvernementalen Anschauungen treu zu bleiben. Im VII. und letzten Abschnitt werden die direkten und indirekten Auswirkungen untersucht. Keineswegs wurden Referenden nur von extremen Kräften angestrebt, auch SPD- und Mittelstandsinitiativen begegneten 1924–1928 und richteten sich nicht gegen das Weimarer Regierungssystem. Seit 1929 allerdings wurde Volksinitiative ein politisches Instrument der extremen Kräfte von rechts und links.

Abschließend betont der Vf. in Anlehnung an FINER die enge Verknüpfung der Referendums-Problematik mit der Qualität der jeweils bestehenden Parteien.

(Verwiesen sei auf das Buch, das der Verfasser inzwischen veröffentlicht hat: Elemente direkter Demokratie im Weimarer Regierungssystem (= Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, Band 40, Düsseldorf [Droste] 1971.)

Léopold GENICOT

FÜR EINE BESSERE ZUSAMMENARBEIT IN DER MITTELALTERFORSCHUNG

Ausgehend von der Unvollkommenheit der den Mediävisten zur Verfügung stehenden Editionen und Hilfsmittel fordert der Verfasser die Kollegen auf, ihre Bemühungen in gemeinsamer Planung zu koordinieren, vor allem im Bereich der elektronischen Datenverarbeitung.

Jürgen Voss

LACURNE DE SAINTE-PALAYE UND DIE
BESCHÄFTIGUNG MIT DEM MITTELALTER IM
FRANKREICH DER AUFKLÄRUNG

Die historische Forschung im Frankreich des 18. Jahrhunderts ist mit Ausnahme der wissenschaftlichen Tätigkeit der Mauriner bisher wenig untersucht. Einen Beitrag hierzu leistet die Studie von L. GOSSMAN über J. B. Lacurne de Sainte-Palaye und seine mediävistischen Forschungen in der »Académie des Inscriptions et Belles Lettres«. GOSSMANS Ergebnisse über Lacurnes Umwelt, seine historische Forschungen und das Weiterwirken seiner Arbeiten werden eingehend analysiert und um einige wichtige wissenschaftsgeschichtliche Details ergänzt. Hierzu gehört vor allem der Hinweis auf Lacurnes Mitarbeit an dem 1762 begründeten »Cabinet des chartes«, das unter Moreaus Leitung eine zentrale und koordinierende Institution der historischen Forschungsarbeiten wurde.

Henri MICHEL

LE COMITÉ FRANÇAIS D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME
GUERRE MONDIALE

Das »Comité d'Histoire de la deuxième Guerre Mondiale«, eine Stelle interministerieller Koordination und Dokumentations-, Forschungs- und Publikationszentrum zur Geschichte des Zweiten Weltkrieges, hat bisher folgende Forschungsaufgaben verwirklicht:

1. Sammlung von Dokumenten (Manuskripte, Zeugenaussagen, Druckschriften, Bücher, Fotos, Filme, Schallplatten, Gegenstände),
2. Verarbeitung dieser Dokumentationen (Bibliographien, Statistiken, Chronologien, Karteien, Karten),
3. Bekanntmachung der gewonnenen Kenntnisse durch Kolloquien und Ausstellungen.

Besondere Aufgaben des »Comité« sind Enquêtes über die »Résistance«, die Deportation und Kriegsgefangenschaft. Hier stützt man sich besonders auf Zehntausende gesammelter Zeugenaussagen.

Neben Untersuchungen zum kulturellen Leben, zur Militär-, Wirtschafts- und Sozialgeschichte im Zweiten Weltkrieg ist vor allem die Herausgabe der »Revue d'Histoire de la deuxième Guerre Mondiale« ein wichtiger Beitrag des »Comité« zur zeitgeschichtlichen Forschung, ebenso wie die dort gegebene laufende Bibliographie, die thematisch weit über die Kriegsgeschichte und den Zweiten Weltkrieg hinausgreift.